

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 30. — 4 Avril 1930.

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Quand les socialistes sont partisans de la violence

J'étais dimanche matin dans le Pas-de-Calais. J'y avais été appelé par des camarades qui sympathisent avec notre opposition de gauche. Les uns ont été exclus, d'autres sont encore membres du Parti. Tous, comme nous, sont et veulent rester des communistes, et comme nous ils sont alarmés par la politique absurde et funeste de l'Internationale Communiste.

Comment défendre le communisme contre ceux qui sont ses représentants officiels, mais ne cessent de l'affaiblir ? C'est la question que nos camarades voulaient examiner avec nous.

Naturellement, je suis allé l'après-midi à Lens, où une grande démonstration avait été organisée par le Parti socialiste et la C.G.T. contre « la folie des armements », avec le renfort de Paul Boncour. Nous critiquons à l'endroit des dirigeants stalinien, mais cela ne nous fait jamais oublier les crimes de la social-démocratie. J'ai participé à la contre-manifestation communiste, du commencement à la fin ; je n'ai pas été témoin de tous les incidents, mais j'en ai vu, de mes yeux, la plupart, en tout cas, les plus graves, ceux qui se sont produits devant la porte de la Maison Syndicale et se sont terminés par l'odieuse fusillade. Je puis donc apporter mon témoignage. On le trouvera à la quatrième page de ce journal.

Les socialistes se débattent pour tenter de rejeter sur les communistes la responsabilité des bagarres sanglantes qui ont marqué cette journée « pacifiste ». Tous leurs efforts seront vains. Les faits les accablent. Et qu'ils soient contraints, pour essayer de se disculper, de recourir à des mensonges dont la sottise saute aux yeux, constitue un aveu involontaire. Ce sont eux qui ont provoqué, ce sont eux qui étaient organisés, ce sont eux qui ont matraqué, ce sont eux qui ont joué du revolver, contre des manifestants non armés. Le *Peuple*, qui est plus cynique que le *Populaire*, le reconnaît implicitement et s'en réjouit ouvertement.

Les socialistes ont la mémoire courte et ils voudraient que les ouvriers oublient aussi aisément qu'ils le font eux-mêmes leur passé de guerre.

Ils ne se souviennent plus qu'ils ont tenu les ouvriers dans la boucherie impérialiste « jusqu'au bout », parce qu'il le fallait pour que la guerre fût la dernière, pour que les enfants n'aient pas le triste sort des pères sacrifiés. Ils dénonçaient toute paix « prématurée », ils voulaient la victoire pour réaliser leurs buts de guerre. Quand les soldats se rebellèrent et abandonnèrent les tranchées, ils furent du côté des fusillades. Quand les ouvriers des usines de munitions se mirent en grève, ils furent avec le gouvernement qui renvoyait au front les « meneurs ».

Et les voilà aujourd'hui qui croient pouvoir revenir impunément

à leur propagande « pacifiste » d'avant 1914, discours et palabres contre « la folie des armements », tout en préparant la prochaine guerre.

On peut dire que Paul Boncour n'a pas, dans cette politique, de responsabilité spéciale, qu'il ne se différencie pas des autres leaders de son parti, même des hommes de la « gauche ».

Il apparaît cependant comme le personnage le plus symbolique, car, en même temps qu'il est l'« homme de la paix », il est l'auteur principal d'un projet de loi réglant minutieusement la mobilisation générale pour la prochaine guerre, où tout le monde : hommes, femmes, enfants, serait appelé au secours de la patrie.

Ce projet, approuvé et voté par tous les socialistes, souleva, on le sait, une vive indignation qui déborda même les milieux ouvriers. Il constitue, d'ailleurs, une initiative gratuite, car l'expérience de la guerre de 1914 n'est pas si éloignée pour qu'on sache qu'une déclaration de guerre déclenche automatiquement l'état de siège, sous le régime duquel les gouvernants se soucient fort peu des lois existantes et mènent la guerre comme il leur plaît — aussi longtemps que les ouvriers le leur permettent.

Mais le projet de loi Boncour gardait une signification très nette : c'était une approbation donnée après coup à la politique de guerre des socialistes, approbation qui valait non seulement pour le passé, mais engageait aussi l'avenir. Vienne une nouvelle guerre impérialiste : les socialistes auront leur conduite toute tracée par la position qu'ils prirent en 1914.

Voilà l'homme que les chefs socialistes et confédérés du Pas-de-Calais entendaient présenter dimanche aux mineurs comme un apôtre de la paix.

Si on ne comprend pas que cela même constitue une provocation à l'égard de la classe ouvrière c'est parce qu'on a perdu tout sentiment de classe, qu'on est devenu étranger aux idées et sentiments qui constituent la conscience ouvrière.

Mais il y a eu des provocations encore plus directes, plus évidentes, incontestables. Je les indique dans mon récit des faits.

J'ai assisté à beaucoup de réunions et des plus mouvementées. Je n'ai jamais rien vu d'aussi odieux que ce qui s'est passé dimanche, sous les yeux de tous les témoins, quand deux jeunes communistes furent rejetés de la salle, après qu'on eût mis, à cent contre un, leur visage en sang. Pour ne citer qu'un fait, je rappellerai que dans la période la plus tumultueuse de l'affaire Dreyfus, quand les passions étaient plus surexcitées qu'aujourd'hui, Déroutelle put venir dans une réunion dreyfusarde, accompagné du seul Marcel Habert, qu'il put même parler et se retirer sans avoir été molesté.

Quand la colère des communistes eut été ainsi portée à son comble, les matraques socialistes, la barre de fer socialiste, le revolver socialiste entrèrent en jeu : ce fut le couronnement de la préparation socialiste triomphante de l'impréparation communiste.

Les critiques que nous élevons contre le centrisme stalinien fait d'opportunisme foncier et d'agitation superficielle ultra-gauchiste portent aussi sur la façon dont il combat la social-démocratie. Nous l'avons dit plus d'une fois. Nous croyons qu'il aurait été possible d'organiser autrement, dimanche, la contre-manifestation communiste. Mais tout ce que nous pourrions dire à ce sujet n'atténuerait en rien la responsabilité socialiste, entière et unique dans les bagarres sanglantes. Il faut que les chefs socialistes aient une politique conséquente. Depuis 1914, pendant la guerre et après la guerre, les ouvriers les ont toujours vus, dans tous les pays au côté de la bourgeoisie, l'aider à franchir les passes difficiles, être son allié le plus précieux et souvent le plus forcé dans la lutte contre le communisme, contre les soulèvements révolutionnaires. Noske a donné l'exemple dès 1918 et il a eu depuis beaucoup d'imitateurs parmi les chefs social-démocrates. Quand on fait cette politique de collaboration étroite avec la bourgeoisie, il ne faut pas, parallèlement vouloir prétendre au rôle de défenseur de la classe ouvrière. Ce double jeu ne peut que provoquer la colère des travailleurs surtout quand ce sont les chefs socialistes les plus marqués qui le jouent. Que le Parti socialiste pousse Boncour à la présidence du conseil s'il lui plaît : c'est son affaire. Mais qu'il le réserve pour les parlotes pacifistes et ne prétende pas l'exhiber dans des cités ouvrières sous prétexte de manifestation contre la guerre, car cette comédie ne peut être considérée par les ouvriers conscients que comme un intolérable défi.

A. ROSMER.

RACOVSKY EN DANGER

De nouvelles informations indirectes, mais sûres, nous parviennent sur l'état de santé de Christian Racovsky. Notre camarade a subi une nouvelle crise cardiaque, particulièrement aiguë. Les médecins appelés à son chevet durent l'assister une journée entière. La bureaucratie stalinienne qui a exilé notre camarade avec sa femme malade à Barnaoul, attendra-t-elle pour lui permettre de se défendre contre la maladie qu'il soit trop tard ?

Nous appelons encore les ouvriers à prendre la défense de l'héroïque militant communiste dont la haine implacable des gens de l'appareil met maintenant les jours en danger.

Les ouvriers allemands paieront

Le plan Young est le couronnement de la politique de liquidation de la guerre. Du moins, de sa liquidation financière. Onze ans de litiges et de menaces ont liquidé les exigences brutales de l'impérialisme vainqueur par les armes. Au tribut exigé ont fait place les dettes commerciales à échéances complexes.

Ces derniers jours les deux puissances les plus directement intéressées la France et l'Allemagne, ont ratifié le plan Young.

Dans les deux pays, les partis bourgeois ont renâclé devant les concessions qu'ils étaient obligés de subir : le patronat français dont la victoire s'est effilochée dans les dures réalités de l'après-guerre, le patronat allemand qui ne s'est pas encore dégagé de sa défaite par les armes. Tous deux savaient pourtant que ce mauvais arrangement était ce qu'ils pouvaient souhaiter de mieux. La bourgeoisie allemande, d'ailleurs, se prépare à faire peser tout le poids du tribut de guerre sur la classe laborieuse allemande. De nouvelles mesures fiscales et sociales ont été prévues à cet effet.

C'est dans les deux pays la social-démocratie qui s'est ruée à la défense du plan Young et c'est elle qui a emporté la ratification parlementaire du plan — les partis bourgeois s'effaçant modestement. Cette mobilisation socialiste aboutit à consolider sérieusement le plan de réalisation du tribut de guerre impérialiste et de spoliation des classes travailleuses allemandes. La politique d'accord des capitalistes européens, sous la pression du jeune créancier tutélaire des Etats-Unis n'a pas d'adeptes plus convaincus que les milliers de propagandistes social-démocrates. La social-démocratie a lié sa politique à la phase pacifique (Locarno, Genève, pacte Kellogg, plan Young) de l'exploitation capitaliste.

Les millions d'ouvriers qui suivent les social-démocrates ne tarderont pas à souffrir cruellement de l'exploitation accrue que la social-démocratie leur a préparée. En Allemagne, maintenant que le plan est voté, la bourgeoisie s'appête à le réaliser, en s'attaquant directement à la classe ouvrière. Pour avoir les mains libres, elle a évincé de la coalition gouvernementale la social-démocratie dont elle n'a plus besoin. Celle-ci va jouer demain dans l'opposition parlementaire le rôle de fier-à-bras irresponsable que joua Mac Donald hier et Léon Blum aujourd'hui. Elle sème d'un cœur joyeux l'injure la récolte.

Devant les claires et sévères leçons qui attendent les travailleurs dans la réalisation du plan Young, les communistes doivent éclairer crûment la politique de trahison de la social-démocratie : la politique qui au lieu d'utiliser les difficultés et les contradictions de l'exploitation socialiste au profit de la classe exploitée, fournit à la bourgeoisie des solutions et des palliatifs dont les travailleurs font cruellement les frais. Cela exigera plus que des apostrophes sur le social-fascisme. Mais cela doit permettre de dessiller les yeux des travailleurs abusés et de renforcer pour les luttes futures, le parti de classe du prolétariat.

LA SEMAINE

Défense de l'U.R.S.S.

Après quelques semaines de silence, la presse reparle de la disparition de Koutieпов. La partie roman-feuilleton se poursuit ; comme au cinéma, il y a un épisode de plus. Après le faux agent et les autos de couleur, voici la femme adultère et le vaisseau mystérieux. Toute cette littérature serait simplement ridicule si elle ne servait de nouveau à une campagne contre l'Union soviétique. Mais il y a cette fois-ci une différence importante avec la manière dont fut menée la campagne précédente. A ce moment, ce fut dans toute la presse un accord parfait ; de la droite à la gauche, tout le monde décréta la Russie coupable, et exigea la rupture des relations. Enfin la campagne s'étendit dans le monde entier ; la police, le clergé apportèrent leur concours. La brutalité et surtout l'outrage des attaques antisoviétiques alertèrent quoique dans une faible mesure le prolétariat. L'appel pour la défense de l'Union soviétique n'avait plus alors le caractère de litanie insipide que les stalinien ont donné en le servant à tout propos et hors de propos.

Aujourd'hui l'attaque est menée de façon toute différente. Seul Camille Aymard persiste dans le ton grossier, violent. Dans le reste de la presse, on ne lui emboîte plus le pas. Un jour l'un accordé crânement à la fameuse « piste normande » pendant qu'un autre soulève des objections aux témoignages. Le lendemain on inverse les rôles. Cette façon de procéder, en apparence désordonnée, est plus apte à ne pas attirer l'attention des prolétaires jusqu'au moment où on marque le coup. Et, naturellement, le parti qui devrait éclairer la situation se laisse mener par les événements. *L'Humanité* au lieu de déjouer les manœuvres prend la contre-partie du roman feuilleton et implique l'Intelligence Service là où les autres parlent de Guépéou ; elle est heureuse de publier dix lignes d'un journaliste bourgeois qui peuvent servir sa thèse et elle constate furieusement le lendemain que le même journaliste écrit le contraire.

L'inaptitude à situer, à expliquer le danger de ceux qui prétendent être les seuls à défendre constamment l'Union soviétique ne laisse aucun doute que tout en hurlant depuis deux ans à la guerre imminente ils ne la verront pas venir, et par suite seront incapables de lutter contre elle d'une façon efficace. Lévine disait « En cas de guerre, même une partie des communistes se conduiraient honnêtement ». Nous comprenons, par l'exemple que nous fournissent les stalinien que cela ne veut pas dire simplement faire comme la social-démocratie en 1914.

Autour du plan Young.

Nous avons eu ce qu'on appelle une « grande semaine parlementaire ». Au Sénat il s'agissait de savoir si Tardieu obtiendrait les crédits nécessaires pour les agents de police chargés de surveiller le Parlement qu'il avait introduits dans son ministère sous la forme d'un nombre important de sous-secrétaires d'Etat. Avec peine et sa bonne humeur soumise à sérieuse épreuve, il les a obtenus.

A la Chambre, la ratification du plan Young ne faisait aucun doute ; socialistes et radicaux avaient décidé de voter la ratification, même si la question de confiance était posée. Et en fait, il y eut un vote quasi unanime comme aux plus belles heures de l'union sacrée, faisant suite à une discussion fort orageuse. D'abord chacun prétendit être le père du nouveau né. La gauche y voyait le complément de sa « politique de paix » (Locarno, etc.), la droite, la continuation de sa « politique réaliste » (occupation de la Ruhr). Cette discussion sur des points historiques ne conserva pas un tour très académique, mais elle occupa le plus clair des débats et le plan Young lui-même fut à peine discuté. On parla un peu des sanctions en cas de manquement de l'Allemagne, beaucoup moins de la Banque des règlements internationaux. Après les gouvernements à la Haye, les parlements n'avaient plus qu'à accepter les décisions des représentants du capital financier. Il n'y eut pas un député pour mettre en cause l'impéria-

lisme américain. Celui-ci tout puissant n'avait pas d'inquiétude sur le sort que le Parlement français ferait au plan Young car pendant que les débats occupaient la galerie Edge, l'ambassadeur américain en France, faisait un petit tour d'acheteur éventuel très discret. A Grenoble, dans les Alpes, à Marseille, il visite les institutions patronales, les usines ; on lui ouvre largement les portes ; on s'incline bien bas pour lui adresser quelques modestes suppliques. Et il promet de les examiner avec bienveillance.

La fraction communiste à la Chambre n'a pas dit un mot lors du débat ; le fait s'est produit plusieurs fois ces temps-ci. Pourquoi ? Nous n'avons guère de goût pour une « activité » parlementaire très grande, surtout s'il s'agit de faire des remarques sur les hélices d'avions. Mais au sujet du plan Young, il fallait au moins une explication de vote. Si le parti n'a rien dit, le député Piquemal, passé au P.O.P. est intervenu. Il a tenu les mêmes propos que *L'Humanité*. « Le plan Young augmentera l'exploitation des travailleurs allemands... Le plan Young fera entrer l'Allemagne dans le concert antisoviétique. » Des généralités, des clichés. Les électoralistes du P.O.P. et les fonctionnaires stalinien aujourd'hui antiparlementaires se rejoignent dans la même pauvreté idéologique.

La mutinerie d'Oléron.

La faim a eu raison des disciplinaires. Aujourd'hui l'ordre règne à Oléron. D'après les renseignements publiés par *L'Humanité*, non seulement les mutins ont été descendus en cellule, au ciment mais à l'égard d'un certain nombre d'entre eux catalogués « meneurs » des mesures encore plus rigoureuses ont été prises ; l'un d'eux aurait même été descendu entièrement nu dans un cachot, situé à plusieurs mètres au-dessous du niveau de la mer. L'émotion suscitée par ces événements ne dépasse pas le cercle aujourd'hui restreint des communistes et des sympathisants, et le prolétariat semble incapable d'une action vigoureuse.

Après avoir signalé la mutinerie comme un fait divers, la presse toute entière s'est tue. *Le Populaire* qui avait promis de s'occuper de cette question un peu plus tard a tenu sa promesse. Il ne dit pas un mot des sanctions prises, c'est à peine s'il demande à l'autorité militaire de faire une différence entre « le soldat condamné pour des peccadilles et le cerveau brûlé qui se fait une gloire de vivre au ban de la société ».

Quant aux causes, aux responsables, on laisse bien entendre que l'autorité militaire y est pour quelque chose mais les grands coupables ce sont :

« *L'Humanité* et le parti communiste quand ils encouragent les soldats à la désobéissance et à la rébellion. »

On se demande ce que *L'Ami du Peuple* pourrait dire de plus.

Maîtres et valets.

Sir Henry Deterding, un des plus puissants magnats du capitalisme mondial, l'homme des trusts pétroliers et de la Royal Dutch, débarque en avion spécial et se fait recevoir par Tardieu. Il est assez naturel qu'un des véritables puissants qui pèsent sur la politique des nations traite en majordome le politicien ambitieux et falot à qui le jeu politique confie pour un temps les leviers de commande. Cette visite diplomatique redoutable et impudente est beaucoup plus sérieuse que les fastes solennels et protocolaires des visites d'ambassadeurs. L'entrevue ne peut rien réserver de bon à la classe ouvrière. Que signifie cette conversation qui déroge aux fictions démocratiques des Etats ? Quel poids vient jeter dans la balance l'homme qui conduisit la campagne de presse acharnée contre l'ambassadeur de l'U.R.S.S. Racovsky ? Il apparaît au moment où la crise économique inquiète l'économie française. Au moment aussi où une nouvelle campagne de presse forcenée est déclenchée contre l'état prolétarien. La veille de son arrivée, des journalistes tarés et vénaux organisaient à Paris un meeting au cours duquel on exhibait sur les tréteaux pour donner publiquement des gages à la réaction française le chef de garde blancs Miller. Pour cette réunion qui était une attaque provocatrice

contre les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. le parti échaudé par ses fausses manœuvres du meeting Bullier, ne tenta rien et dut laisser tout faire.

Les élections de dimanche.

Elles eurent un intérêt médiocre, chassé-croisé de figurants. Pour respecter les traditions, le candidat S.F.I.O. de Bergerac ressuscita le pacte de Bordeaux ; il a bloqué toutes les voix réactionnaires à son profit contre le radical qui est un transfuge du parti révolutionnaire. Les exhortations pleurardes de Léon Blum dans le *Populaire* n'eurent pas raison de sa fièvre électorale. Le parti socialiste fait contre mauvaise fortune bon cœur et accueille à bras ouverts l'élu qu'il n'a pas pu livrer en fraternel marchandage aux compères radicaux. Combines, contrats électoraux, négociation de sièges : c'est l'essentiel de l'activité politique socialiste.

Ce qui vaut d'être retenu, c'est la déperdition de voix communistes. Dans la mesure où les élections renseignent sur l'influence exercée par le communisme sur les plus larges masses, les chiffres sont très défavorables. A Bergerac, les voix communistes tombent de 4.200 voix à 1.700 au premier tour et 500 au second. A Dreux, elles tombent de 800 voix à 532 au premier tour et 104 au second. Dans ces régions de faible densité ouvrière, le communisme avait plus de difficultés à maintenir et à approfondir ses positions. Son influence marque la diffusion de l'idée communiste. Son affaiblissement — qui prend ici la gravité d'une éclipse — doit être une leçon sérieuse.

UNE FOI POUR L'EUROPE

Une des vieilles revues qui illustrent l'arsenal et le musée de la bourgeoisie bien pensante publie entre un roman à l'eau de rose et une compilation inactuelle, un article signé trois étoiles consacré à la politique de la troisième internationale. C'est d'abord une étude relativement sérieuse des buts poursuivis par le mouvement révolutionnaire mondial. L'auteur les impute, bien entendu, à l'action néfaste d'une organisation : la Troisième internationale. C'est le classique raisonnement à courte vue des bourgeois qui ne veulent voir dans le processus révolutionnaire mondial, engendré par l'exploitation capitaliste, que la main d'un groupe conspiratif.

Face au danger communiste, l'auteur dénonce l'insuffisance d'un système répressif dispersé dans les divers ministères. Face à la révolution internationale, il souligne l'absence de coordination des états bourgeois ou, au gré de leurs intérêts momentanés et de leurs antagonismes temporaires, ne s'unissent pas pour terrasser le mouvement révolutionnaire et l'état prolétarien. Il réclame une politique nationale qui ne tolère pas le communisme, une politique internationale qui anéantisse l'U.R.S.S.

Dans le regain acharné des attaques contre l'U.R.S.S. cette « étude » ne constitue qu'une sottise envenimée parmi les autres. Elle néglige précisément les intérêts contradictoires d'Etats guidés avant tout par leurs intérêts particuliers, qu'ils soient diplomatiques comme l'Allemagne de Rapallo ou commerciaux comme l'Angleterre des travaillistes. Il oublie plus volontiers encore que le capitalisme pressé de se débarrasser de ses adversaires révolutionnaires doit compter avec son prolétariat et sa petite bourgeoisie et qu'il ne peut pas toujours dévoiler son visage de bourreau cynique.

Sans doute l'union des nations capitalistes d'Europe — dans la mesure où leurs intérêts égoïstes la permet — pèsera de toute sa force contre l'état prolétarien. Sans doute les airs de violoncelle de Briand et l'éloquence de Genève n'expriment pas un fond très différent que celui de l'adjudant anonyme qui « sait mal parler la vérité ».

Le Locarno enfariné doit finalement faire face aux mêmes besoins de la classe capitaliste que les diatribes à la Coty. Le mouvement révolutionnaire est enraciné dans le prolétariat mondial. La défense de l'U.R.S.S., c'est la force des partis et des syndicats révolutionnaires. Il faut empêcher que la politique stérile des Staline, Cachin et Monmousseau ne l'égare en af-

La préparation du Premier Mai

A l'assemblée d'information de la R.P.

L'assemblée d'information du 1er avril, fut consacrée toute entière aux discours de Gitton et de Varagnat. Les camarades montrèrent leur lassitude par leurs applaudissements peu nourris, l'absence d'interruption et d'intervention. A peine un millier de camarades étaient venus. Gitton fit, en prédicateur, l'exposé classique : La situation mondiale sa caractéristique de plus en plus : la crise, le krach américain, le chômage, la course aux débouchés, l'aggravation des contradictions, la nécessité, pour la bourgeoisie de faire échec au plan quinquennal conduit à la guerre contre l'U.R.S.S. avant quatre ans.

Evidemment, Gitton ne peut parler que de ce danger sérieux : il ne peut être question de la situation intérieure grave et des dangers que la politique stalinienne fait courir à l'U.R.S.S.

« Lorsque la guerre sera plus imminente, la bourgeoisie devra manœuvrer ses couches différentes de la population. » D'où la nécessité de combattre avec la plus grande énergie la social-démocratie et l'opportunisme dans la C.G.T.U. et dans le Parti. A ce propos, on apprend que la dernière conférence Nationale a été confuse et que Vassart y est pour quelque chose.

Puis Gitton reconnaît qu'on parle un peu trop de « social-fascisme » et qu'il vaudrait mieux expliquer davantage le rôle de la social-démocratie, des jaunes de la C.G.T. et des opportunistes de la C.G.T.U. Dans les mouvements et la propagande ouvrière, le Parti doit agir clairement et décisivement, en accord avec l'organisation syndicale, ou au besoin contre elle.

Varagnat parle aussi pendant une heure. Il traite de la préparation du Premier Mai. Il envisage un arrêt de 24 heures dans les métaux et les ateliers de cheminots, mais se borne à demander un arrêt de 5 minutes pour le service roulant. Comme toujours, à mesure qu'on approche de la date fixée, les bureaucrates réduisent progressivement leurs objectifs. Il énonce les revendications qui seront mises en avant. Ce sont, pêle-mêle, tous les mots d'ordre de la saison : Contre la rationalisation, le mouchardage à l'usine, la guerre. Pour la journée de huit et de sept heures (!), l'augmentation générale des salaires, la défense de l'U.R.S.S.

Ainsi se poursuit la préparation administrative du Premier Mai. Les bureaucrates croient pouvoir suppléer par ce déploiement bureaucratique au renforcement véritable de l'influence révolutionnaire dans les masses, par une politique juste et appropriée tout le long de l'année.

Un correspondant.

En vente à la *Vérité* :

TESI DI ROMA

(en Italien)

Collana di « Prometeo ». N° 3

Prix : 3 francs.

PLATE-FORME DE LA GAUCHE

(en français)

Projet de thèses présenté par la fraction de gauche (bordiguistes), à l'occasion du V^e Congrès du Parti communiste français.

Prix : 2 francs.

faiblissant les partis et en troquant leur valeur révolutionnaire contre « l'amitié » larmoyante des intellectuels sympathisants.

A ces conditions, au lieu de voir se rapprocher les nations de proie d'Europe sur la base de la croisade blanche, les prolétaires d'Europe marcheront, vers la résolution des difficultés d'une Europe disloquée et menacée, par l'union révolutionnaire des Etats-Unis soviétiques d'Europe.

L'impérialisme français en Indochine

La révolte de Yen-Bay et ce qu'elle signifie

Pour bien comprendre la révolte de Yen-Bay et sa portée historique, il importe d'avoir une vue d'ensemble du mouvement révolutionnaire en Indochine, ce qui conduit nécessairement à l'examen du développement économique et social du pays. Le cadre de cet article ne nous permet pas une étude si vaste. Aussi voudra-t-on bien considérer le schéma que je trace aujourd'hui comme une simple vue à vol d'oiseau de la situation indochinoise. Il va de soi que les différents points ici esquissés seront développés dans les numéros suivants.

Pour le moment, bornons-nous à dire sur le développement économique et social de l'Indochine d'une part, le mouvement révolutionnaire d'autre part, simplement ce qu'il faut pour saisir les caractères essentiels de la révolte de Yen-Bay et comprendre nos perspectives et nos tâches immédiates.

Esquisse du développement économique et social de l'Indochine

On sait qu'avant d'être conquise par la France, l'Indochine était un pays isolé, d'économie rurale extrêmement disséminée, au mode de production encore primitif. Les habitants vivaient de petite culture, d'élevage, de pêche, de chasse et d'artisanat.

La colonisation fut une véritable révolution. Elle introduisit le machinisme, méthode nouvelle de production, et mit ainsi le pays en relations avec le monde « civilisé » (capitaliste). Cependant, ce fut une révolution artificielle née du fait brutal de la conquête et non du processus normal de l'évolution économique sociale et culturelle des peuples indochinois.

La période qui va de la prise de Saïgon (1859) au décret du 21 avril 1891 instituant le pouvoir civil peut être considérée comme une période de pénétration militaire. Bien que parallèlement à cette dernière se développe un processus de pénétration économique, évidemment extrêmement lent, on peut dire que le début de la mise en exploitation de l'Indochine se situe aux environs de 1900 (la première exploitation minière date de 1889 mais elle aboutit à deux liquidations, la seconde en 1899).

Les mines, les grandes sociétés (dragage, travaux publics, électricité, ciment, distilleries), les transports, en somme les industries nouvelles et le commerce créent dans le pays un prolétariat d'autant plus important qu'à son côté se développent avec une étonnante rapidité les salariés des rizières et des plantations de caoutchouc. (Le processus d'expropriation des paysans par la grande propriété foncière, les concessions des grandes compagnies et de la Mission catholique feront l'objet d'une étude détaillée, tant la question agraire est importante en Indochine). Quant à la nouvelle bourgeoisie indigène commerciale et industrielle, il convient de noter que, née d'un choc artificiel, elle a beaucoup de difficultés à rétablir son « équilibre vital ». Le boycottage de 1919, sous des mots d'ordre patriotiques, n'est qu'une des multiples tentatives de cette bourgeoisie de se créer une place dans le système capitaliste.

Dans leurs grandes lignes, les rapports des classes sociales sont les suivants :

D'un côté, un prolétariat neuf, durement exploité, n'ayant pas encore d'expérience politique, une classe paysanne exploitée, spoliée formant les trois quarts de la population indochinoise.

De l'autre, la bourgeoisie européenne et chinoise remorquant la grande bourgeoisie indigène et domestiquant une partie de la petite bourgeoisie à l'aide d'un appareil militaire et administratif relativement important.

Entre ces deux camps s'agitent encore des classes intermédiaires (petite bourgeoisie agricole, petits fonctionnaires, intellectuels) encore très importantes, le processus de différenciation des classes n'ayant pas encore accompli sa course.

Mouvement « révolutionnaire »

Si, comme on le comprend actuellement, tout mouvement dirigé contre

l'impérialisme est un mouvement révolutionnaire, nous avons à diviser ce mouvement en deux périodes. La première période va depuis la conquête jusque vers 1900 (1). C'est la période anti-impérialiste des guérillas (Phan-Dinh-Phung, Dê Tam) et des complots militaires d'essence plutôt réactionnaire puisque leur cause profonde est la résistance au nouveau mode de vie, de production.

La deuxième période commence à partir de 1900. Elle est de tendance progressiste. Elle comprend des complots plus ou moins sérieux (tentative d'empoisonnement de la garnison de Hanoi, révolte de Thai Nguyen, complot Duy-Tan), des mouvements plus ou moins étendus (Phan-Chau-Trinh, Phan-Boi-Chau) qui, bien que différents par leur contenu sociaux et leur organisation, se rejoignent dans le caractère bourgeois de leurs revendications formulées ou non : libertés économiques, indépendance.

Révolte de Yen-Bay

La révolte de Yen-Bay est l'œuvre de la fraction de gauche de ce nationalisme libéral, plus précisément du Viet Nam Quoc Dan Dang (Kuomintang annamite). Il convient de distinguer dans le courant nationaliste deux tendances nettement opposées : La première, réunissant les éléments formés à l'école française est nettement réformiste (Parti constitutionnaliste). La deuxième, groupant les étudiants influencés par la Révolution chinoise et partisans du « sunyatsenisme » opte pour le renversement de l'impérialisme par la violence.

Le Kuomintang annamite, parti illégal, fut découvert au début de 1929.

(1) Il est difficile de déterminer le début et la fin des processus historiques. Les dates données sont donc approximatives.

Son procès mené par la Commission criminelle de Hanoi aboutit l'année dernière à la condamnation de 57 de ses membres à près de 4 siècles de détention et de prison, ce qui provoque le désarroi dans le parti et le conduit à cette explosion de Yen-Bay gagnant en 3 jours tout le delta du Fleuve Rouge, région la plus surpeuplée et la plus pauvre du Tonkin.

Tout en rendant hommage à l'héroïsme des courageux combattants des événements de Yen-Bay, dont l'importance dans le mouvement révolutionnaire en Indochine est incontestable, tout en nous déclarant solidaires des 52 condamnés à mort, des cinquante condamnés au bagne ainsi que des cinq déportés, nous nous réservons cependant le « droit révolutionnaire » de porter des critiques sur ce mouvement.

Les événements de Yen-Bay constituent une « révolte à peine organisée », le prologue d'un mouvement révolutionnaire plus vaste et plus profond. Ce n'est pas encore une révolution. C'est dire que nous n'avons pas à lui reprocher son caractère localisé, ainsi que le manque de liaison de l'organisation avec la population civile. On a vu au cours de la révolte une grande partie des populations rester tranquille, des paysans prêter leur concours aux agents de la répression. Il n'en reste pas moins que les militants du Kuomintang annamite ne sont pas improvisés. Ils sont formés à l'école de Sun Yat Sen, quelques-uns hâtivement à celle de Marx et de Lénine. C'est la question d'idéologie révolutionnaire que nous touchons.

Cela ne nous étonne pas qu'à la période actuelle où le front anti-impérialiste est encore harloé, la base idéologique qui a présidé au mouvement de Yen-Bay soit confuse : une sorte de mysticisme nationaliste facilement accessible aux masses, ce qui explique la rapidité avec laquelle le Kuomintang annamite a conquis des partisans. La synthèse sunyatseniste de la démocratie, du na-

tionalisme et du socialisme a ce grave inconvénient qu'elle maintient la lutte à son étape abstraite, qu'elle ne permet pas de voir les rapports concrets de classes, et les liaisons réelles, organiques de la bourgeoisie indigène et de l'impérialisme français.

La révolte de Yen-Bay, caractérisée par une insuffisance idéologique pour ne pas dire une absence de base théorique liée avec la réalité (le sunyatsenisme n'est pas un aliment substantiel en période révolutionnaire) pose plus que jamais le problème de la formation marxiste des militants. Mêlé depuis cinq ans au mouvement « révolutionnaire », nous avons eu plus d'une fois l'occasion de constater des trahisons, des découragements, provenant d'un manque de préparation idéologique.

Cette grave lacune fut signalée plus d'une fois à l'Internationale communiste et à sa section française.

Qu'ont-elles fait pour la combler ? Le Parti français continue à entraîner les éléments d'ailleurs petits-bourgeois qu'il encadre vers une agitation stérile sans penser à la formation des cadres. Il continue ses fanfaronnades sur ce qu'il appelle le mouvement révolutionnaire en Indochine, sans vouloir comprendre qu'à la situation, toujours révolutionnaire en Indochine, ne correspond pas une égale conscience révolutionnaire. Ce n'est plus entre nous et l'Internationale une question de différence de tactique. C'est la vieille lutte que Lénine a toujours menée contre la spontanéité dans le mouvement révolutionnaire, contre l'empirisme révolutionnaire dégénérant en opportunisme d'autant plus hideux qu'aux yeux des masses il porte encore le manteau révolutionnaire. Dans les colonies, dans les pays jeunes, l'opposition à des tâches importantes, elle a à conquérir les masses, vierges encore de la phraséologie stalinienne.

Un communiste indochinois.

L'opposition communiste espagnole contre la scission dans les syndicats

29 mars.

M. Lerroux a dit que la social-démocratie s'est discréditée pendant la période dictatoriale par sa collaboration et son soutien du régime dictatorial. Pour une fois le chef républicain a raison.

Lerroux a ajouté : « Le communisme n'est pas encore une force sérieuse en Espagne ». C'est également exact.

La social-démocratie espagnole est encore puissante parce que la dictature l'a fortifiée ; elle a su profiter de cette protection pour combattre le communisme. La social-démocratie est encore forte parce que le communisme est encore très faible en Espagne. La principale force de la social-démocratie espagnole est constituée par l'Union générale des travailleurs, organisation syndicale réformiste, dirigée et orientée par elle. Sans l'U.G.T. le Parti socialiste espagnol ne représenterait aucun facteur politique sérieux. La bourgeoisie espagnole accorda le poste de conseiller d'Etat à Largo Caballero en tant que secrétaire de l'U.G.T. Primo de Rivera parlementait non pas avec le chef social-démocrate mais avec le leader syndical de l'U.G.T. Le capitalisme espagnol ne craint pas les 5.000 adhérents du parti socialiste, mais les 200.000 ouvriers groupés dans les syndicats réformistes. 5.000 socialistes du type de nos espagnols ne représentent aucun danger. Par contre, la bourgeoisie cherche à manœuvrer les 200.000 ouvriers syndiqués, en exerçant une forte pression sur eux par l'intermédiaire des chefs social-réformistes. Le parti socialiste a banni tout sentiment révolutionnaire. Dans l'U.G.T. se manifeste encore de temps à autre une lueur d'espoir car ses dirigeants n'ont pas tout à fait réussi à étouffer l'esprit révolutionnaire parmi les masses.

Quand se produisit le remplacement du gouvernement de Primo de Rivera par celui de Berenguer, le Parti socialiste essaya, avec une grande habileté, de chan-

ger d'attitude et d'orientation. Avant il allait à la remorque de Primo, à présent il va à la remorque de la démocratie bourgeoise. Il existe au sein de l'U.G.T. une minorité rebelle qui s'élève contre la collaboration des classes, contre la démagogie social-réformiste, qui exige l'organisation de la classe ouvrière et la lutte contre le régime capitaliste qui a créé au prolétariat espagnol des conditions intolérables. La grève de Sagunto, celle des peintres en bâtiment de Bilbao, d'autres encore, déclarées contre la volonté des chefs syndicaux réformistes, en témoignent.

Berenguer, comme avant lui Primo de Rivera, accorde aux réformistes toutes sortes de facilités d'organisation, de réunions et de propagande, tous privilèges dont ne peuvent jouir les autres fractions politiques de l'Espagne depuis le discours de Sanchez Guerra, ou plutôt depuis 7 ans. Profitant de cette faveur exceptionnelle, les chefs réformistes essayent de manœuvrer les organisations et de se débarrasser de tous les éléments qui s'opposent à leur politique de collaboration. Nous avons encore à la mémoire l'exclusion des maçons et peintres du Syndicat du bâtiment de la Biscaye qui s'étaient refusés à la politique de collaboration de Largo Caballero et consort. La méthode n'est pas nouvelle. Déjà en 1921-22, les chefs réformistes provoquèrent des scissions systématiques dans les syndicats de mineurs des Asturies et de la Biscaye, dans les syndicats des métallurgistes et du Bâtiment de la Biscaye et d'autres régions, parce que la grande majorité des adhérents de ces organisations étaient partisans de la tactique de l'U.S.R. L'histoire se répète ; mieux encore, elle se continue.

Que fait le Parti communiste pour éviter les scissions et pour orienter les ouvriers exacts ? Comme nous l'avons dit plus haut, l'U.G.T. constitue la base et l'épine dorsale du Parti socialiste. Les communistes ne

peuvent pas démasquer les social-démocrates de l'intérieur du parti socialiste ; par contre l'U.G.T. offre un magnifique champ d'action pour attirer et gagner au communisme un grand secteur de l'organisation syndicale réformiste et pour orienter révolutionnairement tous les ouvriers qui, dans son sein, n'ont pas d'orientation politique déterminée et qui voient avec dégoût la collaboration de classes pratiquée par les dirigeants réformistes.

Pratiquement ce sont les chefs réformistes qui provoquent les scissions ; mais avec une habileté inouïe, ils essayent d'en jeter la responsabilité sur le dos des communistes, les présentant devant la classe ouvrière comme la tendance scissionniste du mouvement syndical. Par là, le réformisme obtient une double victoire : discréditer et affaiblir le parti communiste et fortifier son influence en se présentant comme le champion de la croisade anti-scissionniste.

Devant cette grave situation le Parti communiste ne devrait pas tomber dans la lourde erreur qui consiste à se croiser les bras et à laisser les ouvriers exclus dans l'autonomie. En 1921-22 cette tactique fut déjà employée.

La seule tactique juste, à mon avis, puisqu'on ne sait ou on ne peut éviter la scission provoquée par les réformistes et pour prouver que nous désirons l'unité du mouvement ouvrier espagnol, c'est de faire adhérer les sections exclues par la Centrale réformiste, à la Confédération nationale du travail.

Tout ce que l'on pourrait faire de contraire à cette tactique conduirait à retomber dans les erreurs de jadis en contribuant à la division du mouvement ouvrier et en faisant le jeu des social-démocrates.

L'opposition communiste espagnole luttera contre ce courant scissionniste dans le mouvement ouvrier.

FRANCISCO GARCIA LAVID.

CHOSSES VUES

A LENS: Manifestation, bagarres, fusillade

Lens, dimanche.

Il est près de trois heures, et la ville que nous venons de traverser est encore très peu animée. Comme indices de la manifestation projetée, on ne voit, ici et là, que quelques rares banderoles, l'une à la gare, une autre près de la mairie, sur lesquelles on lit : « Contre la folie des armements. Pour les revendications ouvrières. » Il y a aussi les affiches signées conjointement du Parti socialiste et de la C.G.T. Lafayette, et de « groupements d'avant-garde » non précisés. Le texte en est banal et plat : du pacifisme de Société des Nations ; pas trace d'élan ouvrier, ni plus petite flamme. Le style qui convient lorsque les orateurs annoncés sont deux gros personnages de Paris et de Genève comme Paul Boncour et Jouhaux. On n'a pas dit que ce dernier ne viendrait pas et se ferait remplacer par Georges Buisson. Il n'y a pas d'affiches communistes.

Nous revenons vers la place de la République où les délégations socialistes et réformistes doivent se rassembler. Justement, la fanfare de Lens s'annonce par une Internationale bruyante mais drôlement arrangée. A partir de ce moment, la partie de la rue Thiers comprise entre la place et la gare s'anime progressivement. Les drapeaux rouges sortent de leurs gaines. La fanfare qui s'est rangée sur la place joue maintenant le *Drapeau rouge*. Nous nous disposons à retourner vers la gare quand une clameur confuse s'élève, accompagnée de roulement de sifflets. Puis, de toutes parts, des cris éclatent : « Vive Marty ! Vive les Soviets ! Amnistie ! Vive l'Armée rouge ! » Et surtout : « A bas Boncour ! » constamment et ardemment répété. Ainsi salué, le cortège se met en marche.

Nous attendons un instant pour y prendre place, cherchant des visages connus. Mais les cris ne cessent pas. Et l'on voit tout de suite la couleur politique des manifestants. Nous sommes frappés par le petit nombre des manifestants socialistes et confédérés. Cela nous rappelle le transfert de Jaurès au Panthéon : cortège officiel maigre et morne. Où nous nous insérons, il y a encore un peu de mélange ; en riposte, un malheureux crie : « A bas Marty ! » Aussitôt, ses voisins lui expliquent l'ignominie de son cri et il reste dès lors silencieux.

Après avoir marché quelque temps, un camarade, que nous venons de retrouver, nous emmène par une rue de traverse, pour que nous puissions rattraper la tête du cortège et le voir ainsi défiler en son entier. Après la fanfare, qui joue toujours l'Internationale, voici les héros du jour, ou plutôt le héros, car personne ne se soucie du remplaçant de Jouhaux et c'est contre Boncour que la colère se concentre. L'homme du désarmement et de la mobilisation générale pour la prochaine dernière guerre apparaît ici sensiblement différent de la photo que donnent les journaux ; il ne cherche pas à redresser sa petite taille ; il est cassé, épais dans son vêtement, beaucoup moins fringant qu'à la Chambre, où il peut faire tout à son aise des effets de tribune. Il affecte l'indifférence, car les huées ne cessent de l'accompagner et les marques de sympathie sont des plus rares. Les fonctionnaires syndicaux et les personnages du parti socialiste qui l'entourent prétendent également ignorer les huées dirigées contre eux, mais qu'une épithète les touche plus directement ; celle de « vendu », par exemple, et aussitôt leur rage contenue éclate. Des altercations rapides, mais pas de violences.

La tête du cortège approche maintenant de la Maison Syndicale où doit avoir lieu la réunion. Quand elle a passé le monument aux morts, les communistes se détachent et traversant la place d'un pas rapide se dirigent vers la Maison syndicale, où ils arrivent bons premiers. Un homme, que nous croisons, nous dit en ricanant : « Pas la peine de courir là. » La porte principale est fermée — elle

s'ouvrira tout à l'heure pour laisser passer Boncour et les officiels — et nous tournons par la rue Duquesnoy, et arrivons devant une porte en bois à deux battants, dont un seul est ouvert. Les jeunes communistes qui se trouvent au premier rang, veulent pénétrer dans la salle ; ils sont repoussés par les agents et les commissaires qui ne veulent laisser entrer que leurs amis. Des bousculades s'ensuivent. La foule est ici compacte, car la rue est étroite et, outre les communistes, il y a les musiciens, les porte-drapeaux, trois porteurs de pancartes aux inscriptions suivantes : « Désarmement ! Désarmement ! Les retraites à 6.000 ! Les vacances payées ! » Ces derniers, qui ont sans doute leur place marquée dans la salle, tentent de s'approcher et pour se frayer un chemin, ils distribuent des coups de droite et de gauche. On tente de le « désarmer », les bâtons sont brisés et c'est finalement sans manche que les « vacances payées » peuvent rejoindre Boncour à l'intérieur.

Jusqu'ici, il n'y a rien eu de bien grave. La grande démonstration « pacifiste » a été visiblement un fiasco par la faible réponse faite à l'appel des organisateurs, tandis que la protestation communiste était nombreuse et ardente.

Maintenant, ça va changer, et ça va changer du fait d'une infâme provocation des socialistes. Il est facile de se représenter la scène : une rue étroite, où il n'y a plus guère que des communistes — porte-drapeaux et musiciens s'étant éclipés discrètement, — d'un côté la Maison syndicale, en face une construction légère en ruines et abandonnée, qui fut l'Idéal-Cinéma. Des gosses grimpent dans la charpente, pour voir.

A la porte de la salle entrebaillée veillent toujours les flics et les commissaires. Tout d'un coup, la porte est grande ouverte et les socialistes triomphants jettent à la rue un jeune communiste au visage ensanglanté. Une clameur d'indignation s'élève. On imagine ce qui s'est passé. Le jeune communiste qui s'était introduit dans la salle, a conspué Boncour ; aussitôt les courageux « pacifistes » sont tombés sur lui, l'ont bourré de coups et sont venus le montrer à ses amis.

C'est d'une lâcheté écœurante. Et quelques minutes après la même scène se répète. De nouveau, dans la porte apparaît un jeune homme au visage plein de sang et qu'on pousse à la rue.

Les communistes n'ont rien pour riposter. Ils sont venus les mains vides. Alors, ils ramassent quelques débris de matériaux de la mesure de l'Idéal-Cinéma et les lancent dans la salle. Mais les commissaires, en hâte, ferment complètement la porte.

Le dirigeant communiste de la région, Ramette, hissé sur les épaules de camarades prononce quelques paroles. Il demande aux communistes de continuer à manifester et de crier leur indignation contre Paul-Boncour. Quelques jeunes communistes intrépides heurtent la porte contre laquelle ils ont peu de prise, car les battants ouvrent en dehors. Brusquement les deux battants s'écartent et les communistes trouvent devant eux une équipe d'assommeurs socialistes armés de matraques ; l'un d'eux brandit une lourde barre de fer. Matraques et barre de fer s'abattent sur les communistes qui, pourtant, ne cèdent pas. La mêlée dure quelques instants. Puis, c'est le bruit sec et sinistre qui accompagne la décharge d'un revolver.

Alors, seulement, c'est la débandade. Chacun ne songe plus qu'à se garer. Mais la brute qui a tiré continue, prenant son temps, sans doute pour bien viser, jusqu'à épuisement de ses munitions : six balles tirées à des intervalles qui témoignent de la volonté, non d'effrayer des adversaires et de les éloigner, mais d'en abattre le plus possible. Dans les conditions où cette fusillade a eu lieu, c'est miracle qu'il n'y ait eu que deux victimes. A l'endroit précis où l'une d'elles est tombée, il se trouvait, quand nous y arrivâmes, une femme conduisant une voiture d'en-

fant, qui s'était trouvée surprise par la manifestation et que nous eûmes grand-peine à dégager.

De nouveau, la porte est fermée, et de nouveau des groupes se forment. On s'interroge, on questionne, anxieux de connaître les conséquences de l'abominable fusillade.

Les gardes mobiles font alors leur apparition et ils vont « déblayer » selon les règles. D'abord par deux, puis, par quatre, pour occuper la chaussée et les trottoirs. M. Paul Boncour va pouvoir palabrer à son aise, car les gardes mobiles vont faire place nette sur une zone étendue. Les communistes s'en vont tenir une réunion à l'Alhambra. Nous restons dans la ville. Nous nous dirigeons vers l'hôpital encore installé dans des baraquements alors que maisons privées et bâtiments publics sont depuis longtemps reconstruits. Mais nous n'apprenons rien de précis. Des hommes, qui sortent de l'hôpital, et doivent être renseignés, filent sans rien dire. La rumeur, peu éloignée de la vérité, c'est que l'homme qui a été atteint à la tête est mort.

Quelques instants avant six heures, ordre est donné aux gardes mobiles de regagner leur caserne. La réunion va prendre fin et comme les communistes sont maintenant dispersés, les socialistes ne craignent plus rien : on peut donc cacher les gardes sous la protection desquels Boncour a prononcé son homélie pacifiste.

Le matin, les camarades que nous avons vus et qui connaissent bien leur région et savent de quoi les « basli-cots » sont capables, nous avaient dit : « Il y aura du monde des deux côtés. Il se peut qu'il y ait du grabuge, car les basli-cots, réformistes et pacifistes, ne sont pas ennemis de la violence quand il s'agit de cogner sur les adversaires. » C'est bien ce qui s'est passé, sauf sur un point. Les basli-cots, dans ce bassin où ils ont des positions si fortes, dans le domaine syndical, comme dans le domaine politique, n'avaient mobilisé que peu de monde.

De cette journée sanglante, il y a, pour nous communistes, des enseignements à tirer. Les dirigeants du Parti parlent toujours d'organisation, de préparation et toute leur politique repose sur l'imminence de graves événements.

Or, en fait, ils ne préparent ni n'organisent rien du tout. Cette journée en apporte une nouvelle preuve. Jamais manifestation fut moins préparée que celle-là. Elle se déroula exactement comme se déroule toute manifestation ouvrière spontanée qui n'a ni organisations ni chefs pour la guider. On se masse devant une porte, dans une position stratégique absurde où on ne peut guère que se faire assommer, et on reste là, sans nul moyen de défense. Certes, rien ne peut atténuer la responsabilité des chefs socialistes de Lens qui, eux, s'étaient parfaitement préparés. Mais pour prouver qu'ils sont des agents de la bourgeoisie et peuvent aller jusqu'au crime dans leur lutte contre le communisme — ce qu'on sait bien depuis Noske — il n'est pas nécessaire d'exposer de courageux camarades à tomber sous leurs coups.

A. R.

UN LIVRE

que chaque militant doit lire

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY

Nouvelle édition, revue et préfa-

cée par Amédée DUNOIS

Un volume in-16 Jésus

de 612 pages

Prix : 25 francs

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse,
PARIS-10e

Les mensonges du « Populaire »

Le *Populaire* et le *Peuple* ont publié lundi matin les informations de la journée de Lens, sous le titre « Les communistes provoquent des bagarres », comme le fit d'ailleurs la presse bourgeoise.

Ces informations étaient, dans les deux journaux, à peu près identiques et également mensongères. Le chiffre donné de 15.000 manifestants socialistes est ridiculement exagéré.

Sur le point le plus critique, la fusillade, le texte dit, jésuitiquement : « Des coups de revolver furent même tirés. »

Mardi, le *Peuple*, tout heureux de constater qu'en fin de compte, les communistes avaient été rossés, se réjouissait cyniquement du bilan de la journée.

Par contre, le *Populaire*, qui n'en est pas au même degré de cynisme, envoya un de ses rédacteurs faire une enquête sur place. Mais il choisit précisément ce Bidoux qui a déjà fait ses preuves lors des dernières grandes grèves du textile et que ses patrons durant rappeller tant il télégraphiait de sottises.

Voici un échantillon caractéristique de sa première correspondance :

« Les bolchévistes, venus avec l'idée d'assaillir les socialistes et les confédérés, avaient fait une ample provision de munitions. C'est si vrai que leurs poches étaient bourrées de briques. Or, la veille, Maës avait, par précaution, chargé les services de la voirie de ramasser dans les rues pierres et cailloux qui s'y trouvaient.

« Quatre camions furent ainsi chargés. C'est dire que les communistes étaient bien venus avec les pierres dont ils étaient porteurs.

« Pendant que les bagarres se multipliaient dans la rue Alfred-Duquesnois, où s'ouvrent les portes de la Maison syndicale, que les communistes avaient défoncées, la police, par une autre entrée pénétrait dans la salle. Et c'était pour y recevoir des pierres et des briques. De nombreuses personnes furent ainsi blessées.

« Ivres de fureur, les communistes montraient des visages de convulsionnaires, yeux révoltés, dents serrées. Ils frappaient avec bestialité. D'aucuns armés de cannes, de barres de fer, assommaient lâchement les militants socialistes, syndiqués, voire de simples curieux. »

Des poches « bourrées de briques » ! On voudrait voir ça. Ce Bidoux va toujours trop fort et prive ainsi de toute vraisemblance ce qu'il raconte.

Il a d'ailleurs été déjà obligé de rectifier son récit et de remplacer « police » par « foule », ce qui n'est pas plus vrai, d'ailleurs. Quant à ceux qui ont manié gourdin et barre de fer, et qui ont assommé lâchement, ce sont ses amis.

Mais où son mensonge atteint le plus haut point, c'est lorsqu'il arrive à la fusillade. Il écrit :

« Soudain, une salve de coups de feu retentit. On a tiré dans la direction de la salle ! Les halles sont allées se loger dans la scène. Cependant, un commencement de panique se déclare. »

Il suffirait de donner ici un plan des lieux pour réfuter cette invention que personne, avant Bidoux, n'avait osé formuler.

L'endroit où se trouvaient les deux mineurs qui ont été atteints par des balles de revolver, montre à lui seul qu'on n'a pas tiré de la rue dans la salle, mais bien au contraire de la salle dans la rue. De plus, il n'y eut pas une « salve de coups de feu », mais six balles tirées à intervalles tels que le tireur prenait visiblement son temps pour viser et choisir sa cible.

Bidoux, qui n'était pas à Lens dimanche, télégraphie visiblement ce que lui dicte Maës et les mensonges qu'il doit inventer révèlent l'inquiétude des chefs socialistes quant aux conséquences de leurs sanglants exploits de dimanche. Il faut à tout prix donner le change pour se dégager de lourdes responsabilités.

Le "désarmement" militariste

Le 20 mars dernier, le cabinet travailliste avait déposé aux Communes le projet de budget naval. Il portait une réduction d'un peu plus de quatre millions de livres, soit environ cinq cent millions de francs sur le budget précédent qui, lui-même atteignait presque sept milliards.

Aussitôt la presse socialiste du monde entier entonna la louange à l'égard des intentions pacifistes du travaillisme. Quelques jours avant, les bureaux de l'Internationale ouvrière socialiste et de la Fédération internationale syndicale d'Amsterdam s'étaient réunis à Paris pour examiner la situation de la Conférence navale de Londres. Dans leur manifeste commun, social-démocrates et réformistes donnaient un brevet de pacifisme au gouvernement de Mac Donald et appelaient les masses ouvrières à sa défense : « Appuyez le gouvernement des travailleurs britanniques dans son effort sincère de pacification et de mise hors la loi de la guerre. »

Si nous cherchons à comprendre la pensée de ces gens, nous voyons qu'ils se représentent la conférence de Londres comme une lutte entre d'une part l'esprit et les méthodes de paix internationale soi-disant préconisées par le gouvernement des « travailleurs britanniques », et d'autre part des Etats réactionnaires qui n'ont dans le cœur que des désirs « d'impérialisme et de prestige », suivant le manifeste.

Nul doute que les Etats réunis à Londres n'aient des visées impérialistes, nul doute qu'ils ne cherchent à sauvegarder leur « prestige », mais unir ces deux termes en des caractères spécifiques de la politique bourgeoise comme le font les social-démocrates, c'est volontairement confondre le contenu impérialiste, véritable et nécessaire du régime capitaliste moderne avec des apparences extérieures de glorieuse nationale qui n'ont pas toujours de sens précis à l'époque du capital financier. Le mot de « prestige » est un argument facile sous la main des plumitifs bourgeois.

C'est ainsi que, d'après le *Temps*, les réclames de l'Italie dans le but d'obtenir une flotte égale à la flotte française, seraient une simple politique de « prestige », une espèce de vantardise militaire sans base sérieuse, sans apparence logique, tandis que la politique française fondée sur les « besoins » étudiés et raisonnés s'imposerait à l'univers par la seule vertu de sa sagesse. A en croire nos bourgeois, la France n'aurait que des « besoins » à satisfaire, tandis que la méchante Italie, qui, évidemment, ne saurait en avoir, ferait une politique de prestige pour ennuyer la bourgeoisie française.

Il en est de cela comme des responsabilités de la guerre. Personne n'attaque et tout le monde se défend ! A ce bourrage de crânes développé par la bourgeoisie pour justifier ses visées impérialistes, il est normal que la social-démocratie vienne ajouter son grain de confusion. Elle est bien dans son rôle qui consiste à troubler la conscience ouvrière et à livrer le prolétariat à la bourgeoisie.

La « volonté de paix »

Les social-démocrates sont incapables d'expliquer aux masses les causes profondes de l'impérialisme. Ils sont donc tout aussi incapables d'expliquer pourquoi, à certains moments de son développement, les impérialistes cherchent à limiter leurs armements. Ils attribuent cela à la volonté de paix du gouvernement travailliste, comme si ce gouvernement pouvait faire quelque chose qui ne soit pas approuvé par une grande partie de la classe capitaliste. Acceptant de prendre le pouvoir dans les cadres du capitalisme, les social-démocrates ou travaillistes s'engagent par cela même à défendre les intérêts du capital, c'est-à-dire nécessairement les intérêts impérialistes de leur pays. Sur leur gestion gouvernementale, ils tentent parfois de jeter le manteau de cour d'une phraséologie idéaliste, mais la trame en est si usée qu'il cache mal les intérêts sordides dont ils sont les authentiques protecteurs. Prétendre voir dans les actes de Mac Donald, une tentative idéaliste de freiner les appétits impérialistes des grandes puissances, c'est s'interdire de juger la cruelle nécessité où se trouve la Grande-Bretagne, de freiner ses propres appétits. La « volonté de paix » du gouvernement anglais signifie, en termes voilés, son impuissance à maintenir dans le monde son monopole économique et mili-

tariste, l'inéluctable retraite devant ses rivaux de l'économie mondiale.

Quel que soit le résultat de la conférence, l'impérialisme anglais enregistrera d'une manière presque numérique le recul que l'histoire lui fait subir. Il a accepté la parité avec l'Amérique et la parité dans les conditions économiques actuelles des deux pays. C'est, en fait, l'acceptation de la prédominance américaine. Il a abandonné l'espoir d'enfermer la France dans des limites étroites de tonnage, ce qui lui eût permis de concentrer sa seule attention sur les horizons lointains de l'Atlantique et du Pacifique. Il laisse au Japon et aux Etats-Unis le soin de régler *seuls* leurs différends militaires ; et ainsi il accepte de se subordonner aux décisions que le colosse américain jugera utiles de prendre.

Enfin, il n'hésite pas à réduire son budget naval, donnant un exemple de retraite qui ne risque guère d'être suivi par d'autres. Pourquoi ce recul, cet abandon d'une tradition séculaire ? C'est ici qu'apparaît l'intime liaison du militarisme et de l'impérialisme.

La fonction du militarisme

Je n'apprendrai rien à personne en disant que le militarisme est l'instrument indispensable de la politique capitaliste. Les armes servaient aux tribus primitives pour s'emparer des richesses d'autrui et permettaient aux vainqueurs d'accumuler ce que les vaincus avaient produit. Elles servent maintenant de garantie à l'exploitation capitaliste, à la fois contre les masses opprimées et contre les concurrents possibles. Elles accélèrent la transformation capitaliste du monde en contribuant, parallèlement aux simples forces économiques, à détruire les économies arriérées. Le militarisme est ainsi le grand volant régulateur de l'expansion capitaliste, d'une part, en la protégeant dans son développement, d'autre part en la suppléant dans ses difficultés. Tel est le caractère politique du militarisme.

Mais, s'il en est ainsi, comment se fait-il que le militarisme ne puisse justement pas contribuer au relèvement immédiat du capitalisme britannique ? La guerre de l'opium ouvrant la Chine au commerce « pacifique » des Anglais a permis de résoudre la crise industrielle qui sévissait dans la métropole. Pourquoi n'en est-il pas de même actuellement ? Parce que le militarisme ne peut s'étendre que dans certaines conditions économiques internationales. De même que le volant d'une machine doit être très lourd pour remplir sa fonction, de même le militarisme doit englober des milliards pour justifier son existence. Pour mettre en marche un lourd volant, une certaine énergie minimum est nécessaire ; pour entretenir des flottes de guerre, qui, sur la surface du monde représentent une valeur de plusieurs centaines de milliards, il faut un capitalisme relativement puissant.

D'où viennent donc les sommes destinées à alimenter les armements ? L'Etat les reçoit sous forme d'impôts. En face de lui, trois classes sont en présence pour les lui fournir : les capitalistes, maîtres de la production qui tirent les revenus de la plus-value fournie par l'exploitation du travail, les ouvriers qui n'ont comme revenus que leurs salaires donnés en échange de leur force de travail, et enfin, les paysans et les petits producteurs indépendants, qui vivent simplement de leur travail. Les capitalistes de par leur situation privilégiée peuvent faire retomber la majeure partie des impôts qui les frappent sur les classes ouvrière et paysanne. Les ressources que l'Etat prélève sur ces classes, c'est autant de moins qu'elles ne pourront consacrer à leur entretien et à leur amélioration matérielle ; c'est donc autant de marchandises que les capitalistes ne pourront leur vendre et qui resteront en stocks dans les entrepôts.

Il est vrai qu'il y a une catégorie de capitalistes qui se frottent les mains. Bonne aubaine qu'un croiseur pour les constructeurs de Glasgow en Angleterre, pour les usines Schneider en France ! Plus le budget enflé, plus ils ont le sourire. Mais il y a aussi des capitalistes qui vendent à la population, il y a les maîtres du textile de Manchester et de Lyon et ceux-là qui voient les consommateurs diminuer, réclament à grands cris des dégrèvements massifs ; ils ne veulent pas entendre par-

ler d'augmentations considérables des armements. Les cotonniers de Manchester, par l'organe des députés libéraux aux Communes, trouvent beaucoup trop timides les réductions des travaillistes.

On a souvent l'habitude de lier les buts de la classe capitaliste à ceux des fabricants de canons ; c'est là un préjugé étroit qui a sa source dans un examen hâtif de la période d'avant-guerre. Cette époque a vu la fameuse course aux armements, où à chaque accroissement de la production correspondait dans les grands pays capitalistes un accroissement du militarisme. Le capitalisme en était encore à sa période de grande ascension. Les marchés restaient ouverts et l'écoulement grandissant des marchandises permettait une accentuation parallèle des charges militaires. Cette éruption des forces capitalistes a trouvé son terme dans la guerre mondiale.

La limitation imposée

Maintenant la situation en Europe est toute différente. Des pays nouveaux concurrents, se sont industrialisés ; les marchés se sont raréfiés, et l'Amérique impose la cadence de sa production et de ses crises à l'économie mondiale. De nouveau, il semble qu'il y ait trop de pays capitalistes sous le soleil et que le bistouri militariste ferait une ouverture utile, mais la base même du militarisme échappe à des pays comme l'Allemagne encore sous le talon de la défaite, à l'Angleterre aux fabriques abandonnées par les chômeurs. Le militarisme ne peut s'y développer qu'aux dépens de la capacité de consommation de la population, et elle n'ose aggraver la crise chronique qui l'étouffe. L'opposition conservatrice, se faisant le porte-parole des fournisseurs de cuirassés, a émis l'opinion que l'ordre d'arrêter la construction de navires de guerre augmenterait le chômage. Si le chômage augmentera en effet dans les constructions navales, il est non moins certain que les allègements budgétaires correspondants déchargeront d'autres industries et le réduiront dans ces autres branches de production. Si donc on excepte l'opposition de quelques industries et de militaires professionnels, la bourgeoisie anglaise admet parfaitement la limitation des armements comme une adaptation nécessaire à la situation économique de la métropole. Elle l'admet d'autant plus que le gouvernement conserva-

teur lui-même avait, en 1927, tenté des compromis pour la limitation. L'hostilité de l'Amérique signifiée par l'adoption d'un projet de loi autorisant la construction de vingt-cinq croiseurs avait empêché tout accord. Le demi-succès rencontré dans cette voie par Mac Donald est dû à un certain revirement de l'Amérique.

Quelle est la cause de ce revirement ?

La crise économique qui sévit actuellement aux Etats-Unis. L'Amérique ne connaît pas la crise chronique de l'Angleterre et sa recherche pénible d'un équilibre économique, mais elle subit dans son développement les grandes crises périodiques qui secouent le capitalisme. Déjà la crise de 1921 avait entraîné la limitation partielle des flottes de guerre à Washington. La crise actuelle et les difficultés d'écoulement des produits ont décidé Hoover et la bourgeoisie yankee à pratiquer la même politique de restriction du militarisme et c'est cette politique de restriction relative qui est formulée dans la revendication de parité des deux flottes anglo-saxonnes. Etant donné les courbes d'évolution des deux capitalismes, la parité, comme nous l'avons déjà dit, marque un succès énorme pour le militarisme américain et c'est un succès obtenu à bon marché.

Le développement du militarisme est donc étroitement conditionné par l'évolution capitaliste, mais n'oublions pas que l'usage du militarisme est d'ordre politique. Le capitalisme n'y a recours que sous certaines conditions de possibilité et ces conditions n'existent pas *momentanément*.

Winston Churchill exprima très exactement les sentiments de la bourgeoisie britannique quand il dit qu'on « rejetait actuellement le fardeau sur l'avenir ». Le fardeau, c'est la guerre à venir, inéluctable, et ce fardeau est lourd à porter pour les épaules britanniques...

Ainsi, limitation, augmentation des armements, c'est le rythme du militarisme, tout semblable aux cycles capitalistes. Voir dans la limitation, l'œuvre de socialistes bien intentionnés est un stupide mensonge qui fait partie de l'arsenal social-démocrate pour chloroformer le prolétariat. Que les communistes dénoncent sans cesse ces chiens crevés, portés par la vague capitaliste, qui prétendent parler au nom du prolétariat !

Paul SIZOFF.

Dans la région du Nord et du Pas-de-Calais

Exclusions mécaniques et orthodoxes

Pour répondre au désir formulé par ce qu'on appelle les « assemblées d'information » réunies en vue de l'application des tâches fixées par les congrès nationaux en accord avec les congrès nationaux exécutifs de l'I.C., les dirigeants de notre région du Nord, pour prouver leur attachement à l'Internationale — et aussi leur adresse équilibrée pour rester dans la « ligne » — promirent au départ de Jacob et Devernay, d'apporter des têtes — fraîchement coupées et saignantes.

Encore fallait-il les trouver ? Ils les trouvèrent. Les élections municipales, après les élections législatives — où des militants furent candidats forcés — tombèrent juste à pic pour qu'ils puissent puiser à pleines mains les prétextes qui ne manquent jamais — quand on en a besoin...

Pour eux ce fut un jeu d'enfant. Pas besoin de se creuser inutilement les méninges pour découvrir les « fautes et erreurs inévitables » qui se produisent partout, dans les coins où le parti était faible. Il s'agissait pour eux de découvrir les « fautes et erreurs inévitables » là où le communisme avait à ce point poussé, que d'humbles militants de base pouvaient, sans le concours des leaders, chasser des mairies la social-démocratie implantée dans ces enceintes depuis 1912. Exemples : Montigny-en-Gohelle, Harnes, Cauchy-à-la-Tour, etc...

Evidemment, quand localement on écrit, à l'occasion d'une élection municipale, trente circulaires en un mois, ce serait bien le diable si des « camarades » qui n'ont qu'à disséquer, éprouver, couper en quatre des cheveux, ne trouvaient pas au moins

« un prétexte » à accusation d'opportunisme outrancier ?...

C'est ce qui s'est produit. Les prétextes réunis, plus ou moins bien classés dans l'ordre, quand ils n'étaient pas des « fragments de textes », ont servi misérablement à traîner devant les « tribunaux de la ligne à tout prix » des camarades, qui pourtant ont un autre passé que ces juges provisoires, et ont fait montre d'un réel attachement à l'idéal communiste. Sans se soucier de ce qui, pour eux, n'est que détail, ils ont exclu mécaniquement de bons camarades, allant à l'encontre même de la volonté clairement exprimée de la base, de toute la base.

Nous dirons ici comment ils ont opéré et comment ils continuent d'opérer. Nous étalerons toutes nues leurs erreurs et leurs contradictions. Pour le cas d'Harnes, nous pourrions donner des détails très précis sur l'exclusion du camarade Mangematin, entièrement suivi par sa cellule solidaire. On n'a tenu aucun compte de ce fait, pas plus que d'une assemblée de rayon où le parti pouvait être mis en échec, sans la loyauté de Mangematin qui, reconnaissant les fautes commises, plaça le parti au-dessus de ceux qui ne voyaient plus l'intérêt de tout le mouvement et accepta une sanction de suspension de six mois.

Nous dirons par la suite dans quelles circonstances l'exclusion définitive a été prononcée et pourquoi elle devait être prononcée.

Et nous expliquerons d'autres cas.

Un correspondant.

Dans les Jeunesses

CONFÉRENCE DU 8^e RAYON

Le 8e rayon vient de tenir une conférence, qui avait pour but d'envisager un plan de travail pour la préparation d'un « 1er mai de grève politique de masse », mais en réalité il s'agissait de changer la direction du rayon, et de faire ratifier la nouvelle direction proposée par l'Entente.

La discussion tourna, d'une façon tout à fait vague, sur l'auto-critique du travail passé et sur les tâches à venir.

Cette conférence ayant été préparée trop hâtivement, et la situation du rayon n'ayant pas été exposée aux camarades des cellules, il était assez difficile de demander aux jeunes camarades de s'intéresser à la discussion et d'y prendre part.

Le 8e rayon possédait, il y a quelque temps, des cellules d'entreprises assez fortes à Saint-Ouen, et dans le 18e.

Aujourd'hui les cellules d'entreprises n'existent presque pas dans le rayon. Environ 25 camarades étaient présents à la conférence et les deux tiers représentaient des cellules locales.

La disparition des cellules d'usines, l'échec des manifestations, etc., tout cela est imputé naturellement au manque d'initiative des copains, faute de distribution de tracts, ou à une mauvaise direction, trop vieille paraît-il, et qu'il est nécessaire de changer.

Les camarades présents ne cherchèrent pas à savoir si la ligne politique suivie par les J.C. n'avait pas contribué aux échecs.

Cependant quelques-uns se hasardèrent à poser la question de l'éducation.

Ils avaient réussi.

Il leur fut répondu que cette question n'était pas à l'ordre du jour et que la conférence devait discuter des tâches à venir. Dorénavant les camarades sauront que le 8e rayon a des tâches plus urgentes que d'éduquer ses adhérents.

A mon avis, il est primordial d'éduquer les jeunes camarades ; or l'éducation qu'on peut faire parallèlement au travail quotidien n'est même pas envisagée.

Seules quelques cellules ont fait un effort en essayant de s'expliquer le mot d'ordre du 6 mars, mais c'est loin d'être suffisant.

Les directions du rayon pourront être changées autant qu'on voudra, les mêmes faiblesses et les mêmes fautes se répéteront aussi longtemps que les camarades n'auront pas une base politique solide sur laquelle s'appuyer. — S. LENOIR.

UN SINGULIER ARGUMENT

M. de Lavergne, délégué général de la Confédération générale de la production française, examine dans un rapport entre autres questions, celle des congés payés.

Inutile de dire qu'il est hostile à cette mesure. Ce qu'il est intéressant de signaler, c'est l'argument qu'il donne pour la combattre :

La commission du Travail de la Chambre a repris et terminé l'examen des divers projets et propositions de loi tendant à instituer des congés obligatoires payés. Les autres commissions, consultées pour avis, ont, comme la commission du travail, donné des avis favorables à l'adoption de cette réforme.

Nous devons donc nous attendre à ce qu'un jour ou l'autre cette question vienne en discussion publique.

Nous avons déjà eu l'occasion de vous exposer notre sentiment sur de tels projets. Ils nous paraissent particulièrement inopportuns.

La France souffre d'un redoutable déficit de main-d'œuvre. Malgré l'introduction, en 1929, de 110.762 travailleurs industriels étrangers, un grand nombre d'entreprises ne peuvent utiliser à plein le matériel dont elles disposent et le prix de la main-d'œuvre s'élève, par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, sans que les augmentations de salaires soient justifiées par un accroissement parallèle du coût de la vie.

La situation va être encore aggravée au cours des prochaines années par la di-

Au Secours Rouge International

Avant le Congrès National

Il y a deux ans et demi que la Section Française du S.R.I. n'avait point tenu son congrès national. Les 17, 18 et 19 mai prochain, elle tiendra ses assises à Paris. L'ordre du jour est chargé : neuf questions. Et comme on pouvait s'y attendre, la plupart des questions d'organisation.

Les deux morceaux de résistance consisteront dans le rapport d'activité d'une part (rapporteur Cordier) et dans le rapport financier (rapporteur Roufflanges).

Voyons d'abord les chiffres. Le budget du S.R.I. (section française) est en réelle progression : bon signe. De 625.000 francs en 1928, il est passé en 1929 à 825.000 fr. Les emprisonnés reçoivent 54 % des rentrées, le reste allant à la propagande, aux permanents et aux divers. Rien à dire sur ce rapport qui est consciencieux. Faisons seulement remarquer que ce sont les fêtes (goguettes), qui donnent le plus fort pourcentage de recettes, et non pas les cotisations comme on le pourrait croire.

Quant au rapport d'activité, il ressemble comme un frère à celui que le même Cordier lut à la conférence de la R.P. du S.R.I. le 29 septembre dernier. Il y est dit que « se situant nettement sur le terrain de classe, prenant position avec les organisations révolutionnaires (P.C. et C.G.T.U.) non seulement sur les faits de répression, mais aussi sur la cause profonde de cette répression etc., le S.R.I. au cours de cette période est sorti peu à peu de son caractère trop exclusif de solidarité, pour faire place à une organisation de lutte de classe toujours plus active ». Suivent nombre d'auto-critiques sur une vingtaine de manifestations à caractère national et sur une dizaine de campagnes internationales ou coloniales. Souvent, en guise d'auto-critique, on lit : « les comités de base, surtout en province, ont abandonné le travail du S.R.I. pour se consacrer à l'agitation électorale » ou bien encore ceci : « nos copains y ont largement participé (au 1er août), mais n'ont pas fait suffisamment apparaître le S.R.I. participant plutôt comme membres d'autres organisations ». C'est ce qu'on appelle des « critiques sérieuses » ; sont-ce des critiques semblables que veulent provoquer nos dirigeants du S.R.I., quand ils font dire au rapporteur : « Nos camarades des sections ne doivent pas hésiter à faire ressortir devant leurs adhérents toutes les faiblesses et apporter sur chacune d'elles, des critiques très sévères. »

Le Congrès National avait été primitivement fixé aux 5, 6 et 7 avril. C'était court pour le préparer. Alors, il y eut de la rouspétance. Le centre l'a donc retardé de plus d'un mois. Est-ce qu'au moins ce supplément de temps donnera aux militants des sections de base le goût d'élargir la discussion et d'aller au fond des choses ?

Car enfin, la faiblesse des comités locaux du S.R.I. — faiblesse avouée par les dirigeants — ne provient pas uniquement, comme le croit ce brave Citerne, du manque d'organisation. La faiblesse des comités locaux, elle ressemble à la faiblesse

minution du nombre des jeunes gens parvenant à l'âge de travailler, diminution due à l'insuffisance des naissances pendant la guerre. Dans son rapport annuel, l'Union des industries métallurgiques et minières a évalué à 50.000 par an environ, pendant cinq années, la réduction de l'effectif des jeunes ouvriers susceptibles de s'embaucher dans l'industrie. Est-il sage dans de telles conditions de restreindre, par l'obligation de donner des congés payés, les journées de travail que peuvent faire les travailleurs ? Ne va-t-on pas encore augmenter les difficultés de recrutement de la main-d'œuvre des entreprises et diminuer leur capacité de production ?

M. de Lavergne prétend que les ouvriers français profitent de l'insuffisance de main-d'œuvre pour exiger des augmentations de salaires. Il n'en est malheureusement rien, puisque c'est un fait que les salaires des ouvriers français sont inférieurs — dans certains cas très sensiblement — à ceux payés dans des pays où un chômage massif sévit à l'état chronique.

des « intersyndicales » ou à celle des cellules ; le même mal ronge toutes nos organisations prolétariennes de base : c'est le manque de discussion politique. Nous avons ici sous les yeux une série de bulletins ronéographiés bi-mensuels de la 9^e section parisienne du Secours Rouge. Le contenu de ces bulletins est symptomatique : n'y sont traitées que les gestions pratiques intéressantes, pour la plupart, l'arrondissement. Seuls, deux bulletins font en partie exception : l'un parle de Bloumkine et l'autre amorce une discussion sur la « ligne » du S.R.I. Il est vrai qu'un de nos camarades milite dans cette section.

Et ce qui existe dans le 9^e arrondissement existe aussi dans les autres sections. Là où est discuté un paragraphe par paragraphe le rapport d'activité, le secrétaire demande aux copains ce qu'ils pensent du 1er mai 1928 ou du 1er août 1929 ou de la manifestation contre la grâce de Daudet. Et chacun se demande ce qu'on a fait dans son coin ; et d'après ce qui s'est passé dans son coin, on conclut à succès ou échec ; et l'on se frappe la poitrine s'il y a eu échec. Cet état d'esprit est celui des « saintes gens qui craignent Dieu » mais non pas celui de révolutionnaires. Le vrai révolutionnaire est celui qui, remontant aux vraies sources, sait tirer la leçon des échecs afin de ne pas recommencer les mêmes faux pas.

Dans le bulletin n° 8 du Comité local du 9^e nous lisons ceci : « Affaire Bloumkine. En quelques mots, Mèche exposa ce que fut Bloumkine, militant bolchévique qui, jusqu'au 24 décembre, date de sa mort, occupa en U.R.S.S. un poste responsable. Vers le 15 décembre, après une visite qu'il fit à Trotsky, il rapporta une lettre de ce dernier, lettre interceptée par la G.P.U. Il paraît qu'alors Bloumkine aurait été condamné à mort et aurait été exécuté. Ce sont là des bruits non confirmés, ni démentis par la presse du P.C. — Mèche pense que c'est le rôle du S.R.I. de faire une enquête pour savoir ce qui en est exactement. Rouquin objecte que Mèche pose la question politiquement et que pour lui ce n'est nullement le rôle du S.R.I. de faire l'enquête, mais celui de l'opposition ; qu'ensuite, si les bruits sont fondés, peut-être le S.R.I. aura son mot à dire. »

Le bulletin ajoute que la discussion se poursuivra sur cette question car elle n'a pas été vidée, et elle semble être prise à cœur par les militants de la base.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant.

Ceux de nos camarades de l'opposition — ou sympathisants — qui militent au S.R.I. doivent profiter des 20 jours qui nous séparent des conférences d'information du S.R.I. et des 50 jours qui nous séparent du Congrès National pour poser dans les assemblées de la base la question de la ligne du S.R.I. ; question à laquelle il faut lier les déportations des militants communistes en Sibérie et l'assassinat de Bloumkine.

Nous avons pu nous rendre compte que certains copains du S.R.I. ne sont pas affligés — en tant que tels — de l'esprit de catéchumènes sectaires qui est le propre des copains du P.C. — Ils sont accessibles à la discussion lorsqu'ils y trouvent matière à combler leurs insuffisantes connaissances (sur les problèmes internationaux principalement). — MECHE.

Phalange artistique

(Section française du Théâtre ouvrier international)

Les 4 et 10 avril, à 20 h. 30

SALLE ADYAR, 4, square Rapp

LE TEMPS VIENDRA

Drame en 3 actes de Romain Rolland

Prix des places : 8 francs

Renseignements location, abonnements à prix très réduits, au secrétariat : 61, rue des Lilas, Bagnolet

Dans le Parti

AU 26^e RAYON

La Vérité disait dans un récent numéro « que si le Parti remporte par moment des succès, c'est sur des terrains réformistes (élections, souscriptions, etc.) ; dans l'usine ou dans la rue, il est détaché des masses ». Ceci est très juste et en voici une nouvelle preuve. Dernièrement, à Aulnay, le sous-rayon organisa un meeting contre l'octroi avec Clamamus et l'extra dans la ligne Nilès, des Municipaux : la salle était comble. Mais que le Parti organise une réunion pour l'amnistie, contre la guerre, contre les périodes, etc., il ne vient que quelques auditeurs, et même pas tous les membres du Parti. Ceci prouve combien les mots d'ordre des staliniens sont mauvais. Et c'est la raison pour laquelle les Nilès et Cie excluent les braves copains qui ne pensent pas comme eux, soulignent leurs échecs et critiquent les méthodes qui en sont cause.

Ce qu'il y a de plus triste à constater, c'est que tous ces 100 0/0 ultra révolutionnaires en paroles, mais réformistes en action, traitent les camarades de l'opposition d'opportunistes ; alors comment devra-t-on appeler les Doriot, Cachin et Cie ?

Un correspondant.

SECTARISME STALINIEN

Nos camarades de la Fédération des Chevaliers du Travail de Charleroi, toujours prompts à manifester leur solidarité active à l'égard des ouvriers en lutte, avaient voté un premier subsidé pour les mineurs en grève du Horloz. Les staliniens qui dirigent le comité de grève, par haine imbecile de l'opposition communiste, n'ont pas hésité à refuser l'aide apportée aux grévistes par nos camarades. Ceux-ci ont alors adressé aux mineurs du Horloz la circulaire suivante :

Aussitôt que la Fédération des Chevaliers du Travail de Charleroi a eu connaissance du conflit du Horloz, elle a voté un premier subsidé de solidarité en faveur de tous les grévistes syndiqués et non-syndiqués.

En même temps, elle lançait un appel à la solidarité générale des mineurs du bassin de Charleroi, laissés dans l'ignorance du conflit par les chefs de la Centrale de Charleroi et la presse social-démocrate.

En agissant ainsi, la Fédération de Charleroi des Chevaliers du Travail faisait dans la mesure de ses moyens, son devoir syndical. Elle n'avait en vue que l'intérêt des grévistes, sans s'occuper de leur étiquette syndicale.

Cela n'a posé plus au comité « Lahautiste » de la section des Chevaliers du Travail de Seraing, qui vient de commettre un nouvel acte de sabotage de la solidarité ouvrière, en refusant d'accepter la part de subsidé que lui avait versée la Fédération des Chevaliers du Travail de Charleroi, pour les grévistes du Horloz, soutenus par la section des Chevaliers du Travail de Seraing.

Cette décision du comité « Lahautiste », qui s'était déjà si tristement distingué dans le passé, en gardant, à l'insu des membres (pour un usage que les responsables n'ont jamais voulu avouer), 17.000 francs versés par les ouvriers de la région de Seraing pour le soutien des familles des grévistes anglais, montrent, une fois de plus :

Que ces gens indignes d'être à la direction du mouvement ouvrier, ne luttent pas pour unir tous les mineurs contre les patrons.

Aux travers des luttes ouvrières, ils poursuivent des buts d'intérêts de boutiques syndicales et sabotent la solidarité ouvrière, si nécessaire pour vaincre les patrons.

L'acte scandaleux qu'ils viennent de commettre en refusant d'accepter l'aide financière des Chevaliers du Travail de Charleroi pour les grévistes du Horloz sera jugé comme il convient par les travailleurs.

LA VIE OUVRIÈRE

AU SYNDICAT UNITAIRE DES MINEURS DE CHALIGNY

Le courant autonomiste créé dans la C.G.T.U. par l'attitude des dirigeants confédéraux se manifeste à peu près partout et il est d'autant plus dangereux qu'il y a maintenant des syndicats qui n'ont pas hésité à abandonner la C.G.T.U. pour passer à l'autonomie (textile de Tourcoing plusieurs Syndicats de l'Alimentation, etc.). Ce courant autonomiste avait pris à Chaligny une certaine importance, mais nos camarades n'ont cessé de le combattre et une brève correspondance de Paget nous apprend aujourd'hui qu'ils viennent de remporter un double succès.

Les autonomistes ont été battus, nous écrit-il, mais les majoritaires l'ont été également, malgré la présence de Perronau, malgré son intervention et ses insultes. Les trois quarts des camarades présents ont approuvé le point de vue que j'ai défendu, et adopté notre position. Trois camarades du bureau m'ont promis leur concours et je peux dire que cette réunion a fait la liaison entre les copains qui restaient dispersés. Plusieurs autonomes se sont, après la discussion, rapprochés de nous, de sorte qu'il n'y a plus maintenant, ici, que deux ou trois partisans irréductibles de l'autonomie et que le courant autonomiste se trouve ainsi enrayé.

Nos camarades ont fait là-bas du bon travail qui aidera au développement de leur groupe d'opposition et rassemblera autour de lui les meilleures forces ouvrières.

L'EXPLOITATION DES JEUNES DANS LES BAGNES INDUSTRIELS ET SES CONSEQUENCES

Un grave accident qui vient de se produire aux hauts-fourneaux de la Chiers attire une fois de plus l'attention sur la façon dont les jeunes sont exploités.

Le train dénommé « train feuillard » est des plus dangereux à manœuvrer. Or, pour augmenter les dividendes distribués aux actionnaires, on n'a rien trouvé de mieux que de faire assurer sa marche par des jeunes de 14 à 17 ans, qu'on oblige au surplus à faire douze heures de présence, dont onze heures et demie de travail, de jour et de nuit.

Récemment, dans l'équipe de nuit, un de ces jeunes ouvriers s'étant couché pendant sa demi-heure de repos et finalement endormi sur les bottes de fil encore chaud ; ses camarades, eux, pour ne pas s'endormir, s'amusaient et l'un d'eux, s'imaginant faire une farce, alluma un journal et le plaça sous le dormeur dont les vêtements imprégnés d'huile et de graisse s'enflammèrent aussitôt. Malgré les efforts faits, quand les flammes furent éteintes on dut constater que la petite victime portait sur plusieurs parties du corps d'horribles brûlures et sa vie même reste en danger.

L'inspecteur du travail ne se dérangera pas pour si peu. Un jeune ouvrier de plus ou de moins, ça n'a pas grande importance et il ne faut pas importuner les maîtres de forges tout puissants dans notre région.

Un correspondant.

UNE BROCHURE QU'IL FAUT LIRE ET FAIRE LIRE

La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale communiste

par L. TROTSKY

L'exemplaire, 64 pages ... 3 fr.
10 exemplaires 20 fr.
25 exemplaires 45 fr.

CONGRES DE LA FEDERATION DES METAUX

Les chefs du parti étaient sans inquiétude sur l'issue du 5e congrès fédéral unitaire des métaux tenu à Paris, les 28, 29, 30 mars. Les prévisions des fractions « dirigeantes » leur faisaient espérer une certaine et facile victoire. Et si la date du congrès avait été avancée, c'était uniquement pour en finir avec Poussel, membre du bureau fédéral et d'autres éléments minoritaires, dont la présence à la C.C. fédérale les gênait. C'est maintenant chose faite : l'unanimité des délégués s'étant prononcée pour la politique des majoritaires.

Les conditions dans lesquelles cette « victoire » a été remportée sont telles, qu'elles en réduisent singulièrement la portée. Tout d'abord notons que les délégués avaient été soigneusement sélectionnés et que rares étaient ceux n'appartenant pas au parti. Le congrès a été une simple formalité d'une importance secondaire.

Des chiffres permettent aussi d'être édifié sur la « victoire » des majoritaires. Le nombre des délégués, 66, représentant 46 syndicats avec 16.000 adhérents est en notable diminution sur le congrès de 1927 où 110 délégués représentaient 92 syndicats avec 33.000 adhérents. Sur ces chiffres, les chefs majoritaires observent une fort explicable discrétion ; ils en comprennent la gravité.

Le congrès, véritable congrès de fraction, s'est déroulé dans une morne atmosphère, dans une atonie caractéristique. Les délégués écoutaient passivement les tirades creuses, cent fois redites, des Croizat et autres. Le défilé rituel des représentants de la main d'œuvre étrangère, coloniale, féminine, des jeunes à la tribune, ne refit guère l'attention des délégués connaissant par cœur les petits récits desdits représentants.

Croizat et ses amis n'ont pas manqué de déclarer que la politique des majoritaires « s'était trouvée vérifiée par les faits ». Alors comment expliquer la situation plus que difficile de la fédération des métaux ne comprenant guère plus de 20.000 membres ? A cela, Simonin, du bureau confédéral, a trouvé une réponse : c'est la faute à Poussel, dont « le manque de foi a nui considérablement au recrutement ». Les majoritaires avaient le gouvernement dans la fédération ; mais c'est tout de même Poussel qui est responsable des résultats de la politique des majoritaires. Simonin ne manqua pas de touper.

Poussel a combattu la politique de la majorité dont le bilan se traduisait par une grave diminution des effectifs fédéraux. Contre les appréciations des Croizat et autres, sur l'imminence de la guerre, de la révolution, sur la « radicalisation » des masses, il a opposé, en se basant notamment sur la formation du cartel de l'acier, les possibilités de manœuvre du capitalisme. Il pense que la période actuelle doit servir à consolider sérieusement les trop faibles positions des organisations.

La grève de Morez a été évoquée à propos du délégué du Doubs, Ferrand, auquel les Croizat reprochent de n'avoir pas voulu donner une tournure violente « satisfaisante » à la grève. Malgré les regrets de Ferrand, on a procédé à une sanction : Ferrand ne sera pas, pour le moment, membre du conseil central de la fédération. Le rapport sur l'organisation fait par Semat donnera la conclusion du congrès. Il constate que « les ouvriers ne donnent pas leur adhésion au syndicat et que, dans la métallurgie, il y a 95 % d'inorganisés ». Alors il a sorti les clichés d'usage sur « l'enracinement dans les usines ». Ça n'est pas nouveau et il faudra autre chose pour faire de la fédération des métaux, une fédération de masses ; mais les chefs majoritaires n'avaient plus aucune raison de s'inquiéter, leur véritable objectif était atteint : ils ont, sans partage, la direction de la fédération.

LES PROGRES DE L'OPPOSITION CONFEDERALE

Les 22 et 23 février, congrès de la XV^e U.R. (Nantes). Péaud du S. de l'Enseignement de la Vendée, très brièvement — trop brièvement — pour accéder aux désirs du Bureau prit la parole au nom de l'Opposition. Puis Giffon durant, près de deux

heures et Tillon, longuement, défendirent le « nouveau cours ».

Au vote 14 syndicats représentant 21 voix se prononcèrent pour le rapport moral de l'Union et 6 syndicats avec 9 voix contre. Il y eut une abstention et dix absents.

A noter que l'an dernier l'U.R. était acquise à l'unanimité au conformisme stalinien.

L'opposition comprend des Syndicats de Dockers (1) ; de cheminots (2) ; de l'Enseignement (2).

DANS LES P. T. T.

Assemblée Générale de la R.P.

Le 29, à la Bourse du Travail, à peine 200 camarades présents sur 3.300 postiers unitaires ; indifférence particulièrement grave et significative à un mois du 1er Mai.

Après l'auto-critique pour le communiqué, présentée par Magot (6 mars, mot d'ordre « allons vers les plus exploités ») le député Piquemal vient s'expliquer sur « la violation des décisions de son organisation syndicale, dans sa dernière intervention au Parlement ».

Il déclare d'abord que « son organisation n'avait rien décidé » et « ne l'avait mandaté sur rien » ; quant à l'abandon des 12.600, il prétend n'avoir rien abandonné mais avoir seulement conservé la revendication 10.800 pour faire échec aux propositions gouvernementales.

Il prétend qu'on veut le chasser de la F.P.U., non à cause de cette intervention parlementaire mais parce qu'il a été exclu du P.C. sans en être prévenu ; cette question doit se régler ailleurs qu'en assemblée syndicale et Piquemal déclare que son activité politique ne regarde que sa conscience et ses électeurs... !

Le communiste Fleury attaque violemment Piquemal mais on se demande ce que le syndicaliste Fleury reproche au même si ce n'est d'avoir oublié de se faire mandater par la F.P.U.

Pour Jeanne, on s'aperçoit qu'il faut limiter le temps de parole, à 5... puis 10 minutes. Jeanne se borne alors à mettre en garde les camarades contre un mot d'ordre irréaliste et inadapté à la situation, à propos du 1er Mai, ce qui lui vaut de nombreuses injures.

Baron, ex-secrétaire-adjoint de la Fédération pose quelques questions précises :

Puisque la Fédération est si sévère pour Piquemal, pourquoi le compte-rendu des débats a-t-il été tronqué dans la presse syndicale et pourquoi n'a-t-on pas attaqué Doëblé qui s'est fait le porte-parole de l'A.G. des commis confédérés et Clamamus, qui a déclaré son accord sur certains points avec le rapporteur « social-fasciste » Ernest Lafont ?

Quand la C.E. fédérale a-t-elle voté le chiffre de 12.600 et quand a-t-elle mandaté Piquemal pour le défendre ?

Personne n'a répondu aux questions de Baron, ce qui montre comment on dirige la F.P.U.

La parole est ensuite donnée à un délégué de la 20^e Union qui doit apprendre par cœur la V.O. et l'Humanité et qui en dehors de la récitation de sa leçon, s'est borné à prononcer quelques phrases comme celle-ci : « Le Cri du Peuple, cousin de l'Ami du Peuple », « Jeanne qui sciemment n'a pas parlé de l'U.R.S.S. »...

Enfin les syndicats vont entraîner les masses, sous la direction du P.C. à la prise du pouvoir.

Je pense qu'il est assez absurde de croire que l'affaire est dans le sac et de se contenter d'erreurs ou de mensonges.

L'Assemblée nomme ensuite des délégués au congrès de la 20^e union, Battut à la C.E. régionale et vote un ordre du jour où il n'est plus question de Piquemal (car il y a Doëblé et Clamamus) et grâce auquel on peut croire que les postiers de la R.P. sont prêts à tout pour le 1er Mai.

Démagogie — sinon pire !

Cependant, camarades, il faut rester dans la F.P.U., il faut y adhérer car les prochaines batailles pour un syndicalisme sans démagogie, pour un véritable syndicalisme de classe seront longues et difficiles. — UN POSTIER.

NOTES

La Lorraine, l'organe régional communiste de l'Est, tient à garder son rang en matière de bluff. A propos du 6 mars, on y a raconté des histoires qui font honneur à l'imagination de la rédaction. A Neuves-Maisons, prétend la Lorraine, 300 ouvriers ont manifesté.

300 ouvriers, c'est déjà peu sur les 3.000 du haut-fourneau appartenant à la puissante compagnie de Châtillon-Commentry-Neuves-Maisons. Mais voici, d'après un de nos correspondants, habitant et travaillant dans la région, ce qui s'est réellement passé :

« 300 curieux devant les usines, personne du parti pour prendre la responsabilité de la manifestation, personne non plus pour porter le drapeau rouge du parti. C'est l'orateur, délégué du parti, qui a dû le prendre. Une trentaine de manifestants se groupèrent autour de lui ; les autres restant sur les trottoirs. Les flies intimèrent aux manifestants l'ordre de se disperser, ce qu'ils firent en prenant la direction de la salle du meeting qui réunit 70 ouvriers en tout... »

« Et après cela la Lorraine chante victoire », ajoute notre correspondant. Le 6 mars ayant été un échec, les rédacteurs de la Lorraine, en sont réduits pour observer la consigne du centre, à bluffer en amplifiant démesurément les maigres résultats obtenus.

Pendant que les dirigeants du parti poursuivent leurs déclamations puériles, mais non sans danger, sur la « politisation » des grèves, ils s'avèrent incapables de constituer des bases sérieuses dans les régions industrielles de grande importance, comme celle de Longwy, dans l'Est, où sont exploités féroceement par le comité des forges, des milliers d'ouvriers français et étrangers.

Ils s'étaient livrés au sujet du renvoi d'un ouvrier nommé Morlot, travaillant au haut-fourneau de Mont-Saint-Martin, à des exagérations grossières, prétendant que des milliers d'ouvriers s'étaient solidarisés effectivement avec lui, en résistant à la dictature patronale. En fait, il n'en était rien. Le tam-tam de Vallières, dirigeant du parti pour Longwy, cachait le néant. Cela n'est guère étonnant. Les syndicats unitaires étant complètement rasés à Longwy, les ouvriers y regardent à deux fois avant de s'exposer aux sanctions brutales que leur infligeraient, s'ils étaient battus, sans hésiter, les seigneurs tout puissants du Comité des forges. Renvois, expulsions d'ouvriers étrangers pleuraient.

Par contre, les confédérés agissent. A la commission administrative de la C.G.T., on a examiné de très près la situation à Longwy et dans les centres industriels de l'Est, et déjà les confédérés ont pu constituer à Longwy-Rehon, un syndicat de plus de 1.000 membres. Le Comité national de la fédération confédérée des métaux, lui aussi, s'est intéressé à la situation dans l'Est. Le secrétaire Chevalme a dit que « dans la région de l'Est, une grande amélioration de la situation syndicale peut être constatée à la suite d'initiatives spéciales qui ont été prises en accord avec la fédération internationale des métaux ».

Que la tâche, dans l'Est comme ailleurs, soit plus facile pour les réformistes, ce n'est pas douteux. Ils sont trop « paix sociale » pour ne pas jouir, de la part des patrons et de l'Etat bourgeois, d'avantages notables dans leur propagande. Mais ce ne sont pas les phrases ronflantes de Vallières et de ses amis qui pourront s'opposer efficacement à la dictature du Comité des forges et des endormeurs réformistes.

EN SOUSCRIPTION

Pour paraître
prochainement

L'an I de la Révolution Russe

par Victor SERGE

Librairie du Travail,
17, rue de Sambre-et-Meuse
PARIS (10^e)

Un volume de 500 pages
Prix actuel : 15 fr. franco

Après publication, le prix sera porté
à 20 francs

LES LIVRES

Léon TROTSKY. — Ma Vie ; Essai autobiographique. T. I. Traduit sur le manuscrit avec des notes, par Parijanine. (Les éditions Rieder.) 16 fr. 50.

L'histoire est faite par les hommes, tel est un des enseignements les plus précieux du marxisme que la coalition des pédants de la bourgeoisie voudrait ravalier à n'être qu'un fatalisme mécanique oublieux de l'activité et de la réaction consciente des individus. Le philosophe Hegel parle dans sa Philosophie de l'Histoire de ces grands individus qui ont su dépasser les limites de leur personnalité en la mettant au niveau des événements de l'histoire du monde. Tel est notre camarade Trotsky dont le nom, en dépit des menteurs à gages de Staline, restera, avec celui de Lénine, indissolublement lié à l'histoire des luttes glorieuses des marxistes russes, de la Révolution d'Octobre et de la formation du communisme international. De là vient l'intérêt pour tous les révolutionnaires d'une autobiographie comme la sienne, autobiographie dont c'est la gloire de se confondre, non avec des suites mesquines d'aventures individuelles, mais avec les pages de l'histoire du monde. L'histoire ici ne nous apparaît qu'à travers l'homme et l'homme qu'à travers l'histoire.

Le premier tome nous mène jusqu'au seuil des événements de 1905 où Trotsky devait prendre une part active. Ce sont les années d'enfance et d'apprentissage d'un révolutionnaire. Trotsky non plus que Marx, qu'Engels ou que Lénine n'est sorti du prolétariat ; il y est allé. Il est issu d'une famille de petite bourgeoisie agricole juive qui a poussé son fils dans les rangs de l'intelligentsia. L'apprentissage révolutionnaire ne va pas de soi : il faut rejoindre, par le chemin confus et embroussaillé des conceptions libérales petites bourgeoises, la route royale du marxisme révolutionnaire, rejoindre l'action révolutionnaire avec le fil directeur des idées, marcher d'abord sur la tête avant de marcher sur ses pieds. Mais la pression tsariste et la pourriture croissante du régime sont là qui accélèrent ce mouvement. Trotsky suit la filière classique des révolutionnaires russes : études, contact avec les ouvriers pour leur inculquer le sens de l'organisation, prisons dont on profite pour parfaire ses vues théoriques, déportation, évasion, émigration. Cette histoire n'est pas seulement celle d'un homme, c'est celle d'une génération, de cette génération qui sert de trait-d'union entre l'action généreuse mais incertaine des populistes et la naissance du mouvement social-démocrate, assis solidement sur une base de classe. Elle culmine avec 1905, premier assaut livré contre la citadelle tsariste.

Pour faire la révolution il faut des hommes qui soient vraiment des hommes. La psychologie du révolutionnaire est une question que l'historien marxiste ne peut négliger car cette psychologie entre dans l'histoire comme facteur décisif. A cette psychologie, l'autobiographie de Trotsky offre une contribution importante par les traits de caractère qu'elle nous révèle, traits de caractère qui élèvent l'individu au-dessus de sa propre histoire bornée d'individu.

C'est d'abord la capacité d'éprouver de l'indignation au spectacle de l'injustice, c'est-à-dire de la condition humaine ravalée à celle des choses. Sans cette capacité pas d'esprit révolutionnaire, elle en est comme la matière première : « Ce qu'il y a seulement de certain, c'est que dans ma conscience, la vie avait déjà déposé une forte réserve d'idées sociales protestataires. En quoi consistait-elle ? En sympathies pour les opprimés, en indignations devant les injustices. Et ce dernier sentiment était peut-être le plus fort... Tout cela me frappait vivement avant l'assimilation d'aucune théorie » (p. 157). Il ne s'agit pas d'une vaine servitude christianisante et humanitaire. L'indignation est déjà plus qu'une disposition sentimentale.

C'est ensuite le sens de l'ordre, c'est-à-dire le goût de la marque humaine sur les choses : « Pendant les années de guerre civile, alors que dans mon train, je couvrais des distances plusieurs fois égales à celles de l'équateur, je me ré-

jouissais chaque fois que j'apercevais une palissade neuve faite de fraîches planches de sapin » (p. 19). Pas plus qu'il ne se confond avec la sensiblerie christianisante, l'esprit révolutionnaire ne se confond avec le goût romantique des aventures et de la destruction pour la destruction. Il est positif et constructeur. Après le côté négateur de l'indignation, vient le sens positif de la construction. Le révolutionnaire n'est ni un mouton, ni un loup, c'est un homme.

Mais ces dispositions qui restent au niveau du sentiment qu'elles aspirent déjà à dépasser ne suffisent pas : il faut qu'il s'y ajoute des vertus proprement intellectuelles. C'est d'abord le sens critique, la volonté obstinée de ne se laisser vaincre qu'après combat dans la lutte des idées, de ne se rendre qu'à des arguments qui auraient entièrement emporté l'adhésion de l'esprit : Trotsky nous conte comment il a commencé par résister lui aussi « aux utopies socialistes », quels furent ses scrupules à l'égard de la conception matérialiste de l'histoire qu'il voulut éprouver en se livrant en prison à une recherche théorique personnelle (sur les origines de la franc-maçonnerie), comment il fut minoritaire contre Lénine et les bolchéviques au célèbre congrès de 1903. Cette vertu pour être qualifiée de défaut et on la lui a amèrement reprochée. Mais qui ne préférera être Trotsky réfractaire au socialisme que tel rénégal enthousiaste de la première heure, Trotsky réfractaire au marxisme plutôt que Strouwe—un des introducteurs du marxisme en Russie et de nos jours un des leaders de l'émigration monarchiste — Trotsky réfractaire au bolchévisme plutôt que Zinoviev suiveur de Lénine et pitoyable flanchard à toutes les heures décisives. Les résistances premières de Trotsky sont le gage de sa fermeté future : les suiveurs de la première heure sont les premiers à abandonner, mis en face de ce qu'ils avaient cru comprendre et qu'ils ne comprennent pas.

Mais comme l'indignation révolutionnaire doit être équilibrée par le goût de l'ordre, le sens critique doit être équilibré par le sens du réel, à peine pour le premier de dégénérer en anarchisme vain, pour le second en controverses inutiles. C'est ici que se réalise la fusion d'un tempérament et d'une doctrine : le matérialisme dialectique. Les idées naissent sur le sol de la réalité, « elles ne tombent pas du ciel » c'est à la réalité qu'elles doivent faire retour pour être éprouvées.

On voit combien ce livre que tous nos camarades doivent méditer est riche d'enseignements historiques et moraux les uns aussi bien que les autres indispensables au vrai révolutionnaire s'il ne veut dégénérer ni dans l'anarchisme ni dans son opposé : le plat réalisme petit-bourgeois, ni dans la critique stérile, ni dans le suivisme aveugle.

On regrette que la maison Rieder qui a édité ce livre ait cru devoir le faire accompagner par le traducteur d'une sorte de commentaire perpétuel parfaitement insupportable. Le lecteur est sans cesse interrompu de la conversation qu'il poursuit avec l'auteur, par une voix de sous-sol qui se livre à des remarques pédantes sur des détails parfaitement insignifiants, pour lui apprendre ce que veut dire pope en russe, pour lui montrer la faiblesse d'érudition de l'auteur sur le rituel de l'Eglise orthodoxe (sic. V. p. 206), le chicaner sur les dates et enfin donner des éclaircissements historiques comme celui-ci après lequel il n'y a plus qu'à tirer l'échelle : « Après le IIe Congrès de la social-démocratie russe en 1903, il (Axelrod) devint un des adversaires les plus résotus du bolchévisme et le théoricien le plus écouté du menchévisme ; c'est-à-dire que renonçant aux méthodes révolutionnaires (?), il voulut comme les socialistes français entr'autres (?) préparer des réformes légales, sans attaquer trop directement le régime de la prétendue « démocratie » (la démocratie tsariste, sans doute ?) p. 219 ». Après cela, le lecteur français peut se croire renseigné sur l'histoire de la social-démocratie russe.

A. ARIAT.

ABONNEZ-VOUS !

SOUSCRIVEZ !

ECRIVEZ-NOUS !

Les provocations du Bureau Confédéral

Herelet, un des dirigeants de la C.G.T.U., éprouve le besoin dans la *Vie Ouvrière*, d'expliquer à sa manière, la décision prise par le bureau confédéral de convoquer en avril, directement, des congrès de dockers. Cette décision, en fait, désavoue devant les dockers la fédération régulière, minoritaire, adhérente à la C.G.T.U.

Les arguties d'Herelet, tendent à démontrer la parfaite légalité de la décision du bureau confédéral. Les congrès des dockers sont organisés, prétend Herelet, en vue de « renforcer numériquement la fédération unitaire des ports et docks ». Mais y a-t-il carence de cette dernière ? Ne mène-t-elle pas une action telle qu'elle puisse rassurer les « scrupules » du bureau confédéral si soucieux de l'intérêt de la C.G.T.U. ?

Qu'Herelet nous pardonne ; il apparaît incontestablement que la fédération dirigée par Engler et Bour est une de celles, rares, qui, dans la C.G.T.U., se soit renforcée. L'augmentation des effectifs n'est pas un mythe à la fédération des ports et docks ; la récente adhésion des dockers de Nantes abandonnant en pleine grève la C.G.T. réformiste en est la preuve. Et puis il faut se rappeler que pour soutenir les dockers de Nantes, la grève générale de 24 heures déclenchée par la fédération a été un succès dans tous les ports. Ces faits attestent la vitalité de la fédération dirigée par Engler et Bour.

Comment, dans ces conditions, justifier la mesure prise par le bureau confédéral ? L'imprudent Herelet « mangeant le morceau », nous l'explique : « C'est avec la grande masse des travailleurs, des dockers, que nous voulons chasser de la fédération l'équipe d'opportunistes et de briseurs de grève qui y sont par accident. » Remercions Herelet ; il nous a donné la vraie raison de la convocation des congrès des dockers. L'augmentation des salaires, la réglementation du travail, d'autres revendications indiquées par Herelet, ne sont que prétextes. Les compétences d'Engler et de ses amis pour défendre les revendications des dockers sont d'une autre qualité que celles d'Herelet et des chefs de la C.G.T.U. responsables de l'affaiblissement très sensible de la centrale unitaire, de la baisse inquiétante de ses effectifs.

D'autres faits permettraient, s'il en était besoin, de nous fixer sur les véritables raisons de l'attitude du bureau confédéral à l'égard de la fédération des ports et docks. Après les 4.000 dockers de Dunkerque, ceux de Nantes sont passés à la minorité ; maintenant, c'est au tour des marins de Dunkerque. Il faut donc endiguer rapidement et à tout prix l'avance d'Engler. C'est la raison de la convocation des congrès des dockers ; c'était aussi la raison de la parution du *Cri du Docker* publié par le bureau confédéral. Ce journal destiné à être distribué dans tous les ports, précise, dans une déclaration, pourquoi il est lancé. Il y est dit, notamment, qu'il groupera « tous ceux qui sont contre la trahison des grèves par le moyen de l'arbitrage, par le moyen des tractations louches par-dessus la tête des comités de grève et des grévistes, employé par les Fargue, Vignaud et Cie à Bordeaux, par Engler-Nazzi à Nantes... » C'est ainsi que sont traités les dirigeants de la fédération unitaire des ports et docks, qu'on accole au réformiste Vignaud, véritable briseur de grève celui-là. Quant aux revendications que le *Cri du Docker* défendra, ce ne sera aussi qu'un habile décor ; on luttera, avant tout et par tous les moyens, contre Engler et ses amis pour leur arracher la fédération.

Après cela, Herelet peut toujours essayer de donner le change. Avec une répu gnante hypocrisie, il indique que la fédération des ports et docks sera convoquée aux congrès d'avril. La provocation, elle, reste. Son but, c'est de faire donner dans le panneau, les dirigeants fédéraux dont l'autorité auprès des dockers sera diminuée, de pousser les minorités vers l'autonomie et de laisser ainsi le champ libre aux chefs de la C.G.T.U. Ce qui n'empêchera pas ces derniers de dénoncer, avec beaucoup d'impudence, les menées scissionnistes de leurs adversaires.

Les dirigeants du parti, maîtres de la C.G.T.U., portaient déjà la responsabilité, d'avoir par leur politique, rejeté vers le syndicalisme pur un homme comme Engler, ancien membre du parti et de son

comité central, et qui était considéré, par ceux-là même qui l'injurient à présent, comme l'un des militants les plus capables de la C.G.T.U. Aujourd'hui, ils s'efforcent de reconquérir, par des moyens inqualifiables, du genre de la convocation des congrès de dockers par-dessus la tête de la fédération, la majorité dans celle-ci.

Le rôle de ceux qui, pour être toujours du côté du manche, renient leurs opinions, est d'accepter les besognes les plus rebutantes. Il est donc logique que ce soit Herelet, oppositionnel lorsqu'il était délégué de la C.G.T.U. à Moscou, qui soit chargé de feindre de trouver très « normaux » les procédés employés par le bureau confédéral contre ses adversaires de tendance ; nous sommes, nous, dans notre rôle, lorsque nous dénonçons les provocations scissionnistes auxquelles sont acculés, par leur politique, les chefs de la C.G.T.U. — G.

Vient de paraître

DOTY

LA LÉGION DES DAMNÉS

Vie et combats de la Légion étrangère. — La guerre contre les Druses. — Relation sensationnelle d'un légionnaire américain

Un volume 12 fr.

Librairie Stock
Delamain et Boutelleau

SOUSCRIPTIONS

Pour nos camarades espagnols :

3^e liste : Un groupe de travailleurs juifs (polonais) de Belgique, 28 fr. 50 ; Chatelain, 5 fr. ; Un camarade de l'U.F.E., 10 fr. ; Groupe hongrois d'opposition, 55 francs. Total : 98 fr. 50.
Total général : 2.168 fr. 50.

Pour notre camarade Bellini :

2^e liste : Sarah Menant, 5 fr. ; Rey, 20 fr. ; N.C., 20 fr. ; Jean Jacques, 5 fr. ; Un postier, 5 fr. Total : 55 francs.
Total général : 130 fr.

Pour la Vérité :

Collecte à la réunion pour la commémoration de la Commune, 71 fr. ; Lemoine, 10 fr. ; E. J., 5 fr. ; Un camarade colonial, 10 fr. ; Vallot, 5 fr. Total : 101 francs.

Livres reçus :

CHARLES BOUSSINOT : *Les Meskines* (Librairie du Travail), 15 fr.
A. KOLOSSOV : *Peuple, écoute !* (Bureau d'éditions), 2 francs.
M. L. GUZMAN : *L'aigle et le serpent* (J.O. Fourcade, éd.).
NORAH JAMES : *La vaine équipée* (Librairie Stock), 12 francs.
Comité pour la libération de F. Ghezzi : *Au Secours de Ghezzi*, 1 fr. 50.

La Vérité

Hebdomadaire
de l'Opposition communiste
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e
Abonnement : 6 mois 13 fr.
1 an 25 fr.
Chèque postal : P. Frank 136.855
Paris
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.
Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Le Gérant : P. FRANK.

Imprimerie SFIC
10, Cité Nys, PARIS-XI^e
Tél. : Ménilmontant 73-28